



# TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE ANNUEL 2019



NOVEMBRE 2020

## AVANT PROPOS

---

Le tableau de bord budgétaire annuel 2019 est élaboré à partir des données de l'annuaire statistique budgétaire de la même année. Ce document se présente comme une analyse descriptive et explicative de certains tableaux clés contenus dans l'annuaire statistique. Il permet de faire ressortir les grandes tendances de l'évolution de l'exécution du budget de l'Etat sur la période 2010-2019 tout en mettant l'accent sur les deux dernières années. L'objectif étant d'une part, de permettre la lisibilité des données chiffrées contenues dans l'annuaire et d'autre part, de donner une plus grande visibilité à l'action gouvernementale.

Par ailleurs, la Direction Générale du Budget vise, à travers la production de ce document, à faciliter l'accès des données budgétaires aux utilisateurs et à améliorer la transparence dans l'exécution des dépenses publiques.

La présente édition analyse les indicateurs traditionnels relatifs à l'exécution du budget de l'Etat en ressources et en dépenses. Il s'agit notamment du taux de progression annuel moyen des ressources et des dépenses, du taux d'exécution des dépenses, du taux de réalisation des ressources, de la part du budget allouée aux secteurs prioritaires et de certains soldes budgétaires.

Ce document n'a pas la prétention de faire une analyse exhaustive du budget de l'Etat, mais constitue une ébauche pouvant permettre de conduire des analyses plus approfondies en fonction des centres d'intérêts.

Aussi, accueillerons-nous avec grand intérêt toutes critiques, observations et suggestions pouvant contribuer à l'amélioration des prochaines éditions.

La Directrice Générale Adjointe du Budget

**Brigitte M.S.W COMPAORE/YONI**

*Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances*

**TABLE DES MATIERES**

<b>AVANT PROPOS .....</b>	<b>i</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>iv</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>iv</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>vi</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>1</b>
<b>A. RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT .....</b>	<b>2</b>
<b>I. PREVISIONS DE RECETTES BUDGETAIRES .....</b>	<b>2</b>
I.1 Grandes natures de recettes .....	2
I.1.1 Recettes ordinaires .....	4
I.1.2 Ressources extraordinaires.....	5
I.2 Prévisions par structure de recouvrements .....	6
I.2.1 Prévisions des recettes ordinaires par régie .....	6
<b>II. RECOUUREMENTS DE RECETTES BUDGETAIRES .....</b>	<b>7</b>
II.1 Grandes natures de ressources et taux de recouvrement.....	7
II.1.1 Recouvrements par grandes natures de recettes.....	7
II.1.1 Taux de recouvrement des recettes budgétaires .....	7
II.2 Recettes ordinaires.....	9
II.2.1 Recouvrements de recettes ordinaires .....	9
II.2.2 Taux de recouvrement des recettes ordinaires.....	9
II.3 Ressources extraordinaires .....	10
II.3.1 Recouvrements de ressources extraordinaires .....	10
II.3.2 Taux de recouvrement des ressources extraordinaires .....	12
II.4 Recouvrements par régie .....	12
II.4.1 Structure des recouvrements de recettes ordinaires par régie.....	12
II.4.2 Taux de recouvrement des recettes ordinaires par régie .....	12
II.4.3 Quelques impôts leaders par nature de recette de 2010 à 2019 .....	13
<b>B. CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT .....</b>	<b>17</b>
<b>I. PREVISIONS BUDGETAIRES .....</b>	<b>17</b>
I.1 Grande nature de dépenses .....	17
I.1.1 Dépenses ordinaires .....	19
I.1.2 Dépenses en capital.....	21
I.2 Bénéficiaires de transferts .....	23
<b>II. EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES.....</b>	<b>25</b>
II.1 Grandes natures de dépenses .....	25
II.1.1 Dépenses ordinaires .....	27
II.1.2 Analyse des dépenses en capital .....	28

## **TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019**

II.2 Bénéficiaires de transferts .....	29
II.3 Exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté.....	30
II.4 Indicateurs de performance des secteurs prioritaires .....	31
<b>C. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES SOLDES BUDGETAIRES .....</b>	<b>34</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des prévisions définitives de recettes budgétaires par nature de 2010 à 2019 (En millions de F CFA) .....	3
Tableau 2: Évolution de la structure des recettes ordinaires de l'Etat de 2010 et 2019 (en %).....	4
Tableau 3 : Évolution des recouvrements de recettes budgétaires par nature de 2010 à 2019 (En millions de FCFA) .....	7
Tableau 4: Evolution des taux de recouvrement par nature de recettes de 2010 à 2019 en %.....	8
Tableau 5: Evolution de la structure des recouvrements des recettes ordinaires de 2010 à 2019 (En %) .....	10
Tableau 6 : Evolution du niveau de recouvrement de quelques impôts leaders par nature de recettes de 2010 à 2019 (En millions de F CFA) .....	16
Tableau 7 : Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses de 2010 à 2019 (En millions de FCFA) .....	18
Tableau 8 : Evolution des prévisions selon la classification par bénéficiaires de transferts (transferts courants et en capital) de 2010 à 2019 (En millions de FCFA).....	24
Tableau 9 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de 2010 à 2019 (En millions de FCFA).....	25
Tableau 10 : Evolution du taux d'exécution budgétaire par nature de dépenses de 2010 à 2019 (En %).....	26
Tableau 11 : Evolution de l'exécution budgétaire par bénéficiaires de transferts de 2010 à 2019 (En millions).....	29
Tableau 12 : Évolution de l'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté de 2010 à 2019 (En millions de FCFA) .....	30
Tableau 13 : Evolution de la part des secteurs prioritaires dans le budget de l'Etat de 2010 à 2019 (En%).....	32
Tableau 14 : Evolution des charges et des ressources du budget de l'Etat de 2010 à 2019 (En millions de FCFA).....	34

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des prévisions définitives des recettes par grande nature 2010 à 2019 .....	3
Graphique 2 : Evolution de la structure des prévisions définitives des recettes ordinaires par grande nature de 2010 à 2019 ..	3
Graphique 3: Evolution des prévisions des recettes ordinaires par nature de 2010 à 2019 (En millions en FCFA).....	4
Graphique 4: Evolution de la structure des prévisions des ressources extraordinaires par grande nature de 2010 à 2019 (en %).....	5
Graphique 5 : Evolution des prévisions des ressources extraordinaires de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA).....	6
Graphique 7 : Évolution de la part de chaque régie de recettes dans les prévisions de recettes ordinaires de 2010 à 2019 (En %).....	6
Graphique 8 : Evolution des recouvrements de recettes budgétaires de l'Etat par grande nature de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA).....	8
Graphique 9 : Evolution de la structure des recouvrements des recettes totales de 2010 à 2019 (En %).....	8
Graphique 10 : Evolution des recouvrements de recettes ordinaires de 2010 à 2019 par nature (En millions de FCFA) .....	10
Graphique 11 : Evolution des encaissements des ressources extraordinaires de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA).....	11
Graphique 12 : Evolution de la structure des recouvrements de ressources extraordinaires de 2010 à 2019 (En %) .....	11
Graphique 13 : Evolution des ressources extérieures (dons) de 2010 à 2019 par nature (En millions de FCFA).....	11
Graphique 14 : Evolution de la part contributive de chaque régie de recettes dans les recouvrements des recettes ordinaires de 2010 à 2019 (En %).....	13
Graphique 15 : Evolution des prévisions budgétaires de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA).....	18
Graphique 16 : Evolution de la structure des dépenses totales de 2010 à 2019 (En %) .....	19

## **TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019**

Graphique 17 : Evolution des composantes des dépenses ordinaires de 2010 à 2019 (En millions FCFA) .....	20
Graphique 18 : Evolution de la structure des dépenses ordinaires de 2010 à 2019 (En %) .....	21
Graphique 19 : Evolution des composantes des dépenses en capital de 2010 à 2019. (En millions de F CFA).....	22
Graphique 20 : Evolution de la structure des dépenses en capital de 2010 à 2019 (En %) .....	22
Graphique 21 : Evolution de la structure des investissements exécutés par l'Etat de 2010 à 2019 (En %) .....	23
Graphique 22 : Evolution de la structure des dépenses par bénéficiaires de transferts de 2010 à 2019 (En %).....	24
Graphique 23 : Evolution de l'exécution budgétaire de 2010 à 2019 par grandes natures (En millions de FCFA).....	26
Graphique 24 : Evolution du taux d'exécution des dépenses totales de 2010 à 2019 (En %).....	27
Graphique 25 : Evolution du niveau d'exécution des composantes des dépenses ordinaires de 2010 à 2019 (En millions de FCFA).....	28
Graphique 26 : Evolution du niveau d'exécution des composantes des dépenses en capital de 2010 à 2019 (En millions de FCFA).....	29
Graphique 27 : Evolution de l'exécution budgétaire des dépenses sociales de 2010 à 2019 (En millions de FCFA).....	31
Graphique 28 : Evolution des soldes budgétaires de 2010 à 2019. (En millions de FCFA) .....	34

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>AUR</b>	Approche Unité de Recouvrement
<b>CID</b>	Circuit Informatisé de la Dépense
<b>CIE</b>	Comptabilité Intégrée de l'Etat
<b>CIFE</b>	Circuit Intégré des Financements Extérieurs
<b>DDP</b>	Direction de la Dette Publique
<b>DEB</b>	Direction de l'Exécution Budgétaire
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGCOOP</b>	Direction Générale de la Coopération
<b>DGD</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGEP</b>	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DGTCP</b>	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DISB</b>	Direction de l'Informatisation et des Statistiques du Budget
<b>DIREB</b>	Direction des Reformes Budgétaires
<b>DOC</b>	Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
<b>DPB</b>	Direction de la Programmation Budgétaire
<b>DRB</b>	Direction Régionale du Budget
<b>DS</b>	Direction de la Solde
<b>IP</b>	Indicateur de Performance
<b>ITB</b>	Inspection Technique du Budget
<b>MINEFID</b>	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
<b>PNDES</b>	Plan National de Développement Economique et Social
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>PSCE/JF</b>	Programme Spécial de Création d'Emplois pour les Jeunes et les Femmes
<b>SCADD</b>	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
<b>SIGASPE</b>	Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
<b>SINTAX</b>	Système Informatisé de Taxation
<b>SYDONIA</b>	Système Douanier Informatisé
<b>SYGADE</b>	Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
<b>SYLVIE</b>	Système de Liaison Virtuelle des Importations et des Exportations
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## RESUME

---

Le tableau de bord budgétaire annuel donne une présentation synthétique et explicative des données chiffrées de l'annuaire statistique budgétaire. Le présent document analyse l'évolution du budget de l'Etat (hors budget des collectivités territoriales) de 2010 à 2019, tout en mettant l'accent sur les deux derniers exercices budgétaires.

Les prévisions définitives des recettes budgétaires ont augmenté sur la période 2010-2019, passant de 1 197,00 milliards de FCFA en 2010 à 2 107,94 milliards de FCFA en 2019, soit un taux d'accroissement global de 76,10%. La moyenne annuelle des prévisions des recettes du budget de l'Etat a atteint 1 720,87 milliards de FCFA avec un taux d'accroissement annuel moyen de 6,49% sur la période.

Les réalisations de recettes budgétaires affichent un taux de recouvrement qui varie entre 71,13% (2014) et 88,61% (2018).

Pour ce qui est des dépenses, leurs prévisions définitives sont passées de 1 197,00 en 2010 milliards de FCFA à 2 366,67 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse en valeur relative de 97,72%. La moyenne annuelle des prévisions budgétaires enregistrée sur la période a été de 1 844,16 milliards de FCFA avec un taux d'accroissement annuel moyen de 7,87%.

Les dépenses effectivement exécutées, base ordonnancement, se sont établies à 1 090,55 milliards de FCFA en 2010 et à 2 137,63 milliards de FCFA en 2019, soit un taux de progression annuel moyen de 7,76% et un niveau moyen de 1 643,86 milliards de FCFA.

Quant aux taux d'exécution, il a oscillé entre 83,93% (2014) et 93,30% (2019).

L'analyse détaillée des données est structurée autour de trois parties. La première se propose d'analyser l'évolution des prévisions et des recouvrements des recettes du budget de l'Etat tandis que la deuxième partie se focalise sur l'analyse des prévisions et l'exécution des dépenses. Pour ce qui concerne la dernière partie, elle aborde l'évolution de quelques soldes budgétaires.



## **A. RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT**

Cette partie est consacrée à l'analyse des ressources du budget de l'Etat en prévisions et en recouvrements sur la période 2010-2019, avec un accent sur les deux dernières années (2018 et 2019) par grandes natures et par structure de recouvrement.

La première partie de l'analyse porte sur l'évolution des prévisions et la seconde sur les recouvrements et les taux de réalisation.

### **I. PREVISIONS DE RECETTES BUDGETAIRES**

#### **I.1 Grandes natures de recettes**

Sur la période 2010-2019, les prévisions des ressources du budget de l'État se sont globalement accrues de 76,10% représentant 910,94 milliards de FCFA en valeur absolue. Quant au taux d'accroissement annuel moyen, il se situe à 6,49%.

Toutefois, cette tendance haussière est marquée par des baisses enregistrées sur quatre exercices budgétaires dont les plus importantes sont celles de 2015 (-6,17%) et 2017 (-7,51%). La baisse de 2015 est imputable aux recettes ordinaires (-14,45%) tandis que celle de 2017 provient des recettes extraordinaires (-46,18%).

Sur les deux dernières années, les prévisions des recettes budgétaires sont passées de 1 795,92 en 2018 milliards de FCFA à 2 107,94 milliards de FCFA en 2019, soit un taux d'accroissement de 17,37% imputable essentiellement aux recettes ordinaires.

L'analyse de la structure (poids) des prévisions des ressources du budget de l'État fait ressortir une prédominance des recettes ordinaires, avec une contribution qui se situe entre 57,03% (2011) et 87,17% (2019), soit un poids moyen de 67,87% sur la période 2010-2019. Il est à noter qu'entre 2016 et 2017, la part contributive des recettes ordinaires s'est accrue de 14,15 points, en partie liée au transfert des emprunts dans les ressources de trésorerie.

Entre 2018 et 2019, le poids des recettes ordinaires est passé de 83,73% à 87,17%, soit une hausse de 3,44 points.

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

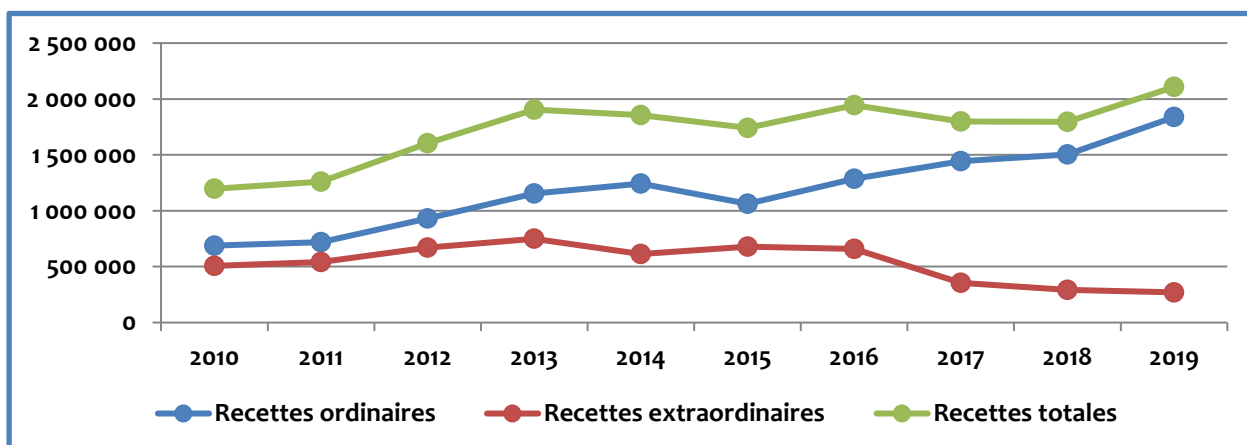
Le détail est illustré par les graphiques 1 et 2 ci-dessous.

**Tableau 1: Evolution des prévisions définitives de recettes budgétaires par nature de 2010 à 2019 (En millions de F CFA)**

Nature de recettes \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes ordinaires</b>	688 626	718 036	931 603	1 154 961	1 242 298	1 062 845	1 286 833	1 444 765	1 503 652	1 837 500
Vente de produits et services								0	3 370	0
Recettes fiscales	571 448	614 883	812 124	1 022 170	1 130 119	944 935	1 127 291	1 315 495	1 313 894	1 526 000
Recettes non fiscales	105 534	96 862	112 543	125 491	108 015	114 134	156 610	106 346	158 671	311 500
Recettes en capital	11 644	6 291	6 936	7 300	4 164	3 777	2 932			
Produits financiers								19 173	759	0
Recettes exceptionnelles								3 751	26 958	0
<b>Recettes extraordinaires</b>	508 376	541 021	670 945	749 124	613 852	678 787	658 380	354 363	292 271	270 443
Dons	293 732	328 898	419 254	517 149	388 219	350 788	286 274	354 363	292 271	270 443
Programmes	171 692	198 526	195 754	180 326	127 705	126 534	72 503	92 926	174 217	99 181
Projets	122 040	130 372	223 500	336 823	260 513	224 255	213 772	261 437	118 054	171 262
Emprunts	214 644	212 123	251 692	231 975	225 633	327 999	372 105			
Programmes	13 030	12 523	37 800	4 800	60 030	87 795	65 798			
Projets	148 802	164 600	153 292	134 821	109 679	144 204	141 307			
Autres Emprunts	52 812	35 000	60 600	92 354	55 924	96 000	165 000			
<b>Recettes totales</b>	1 197 002	1 259 057	1 602 548	1 904 085	1 856 150	1 741 632	1 945 213	1 799 128	1 795 923	2 107 943

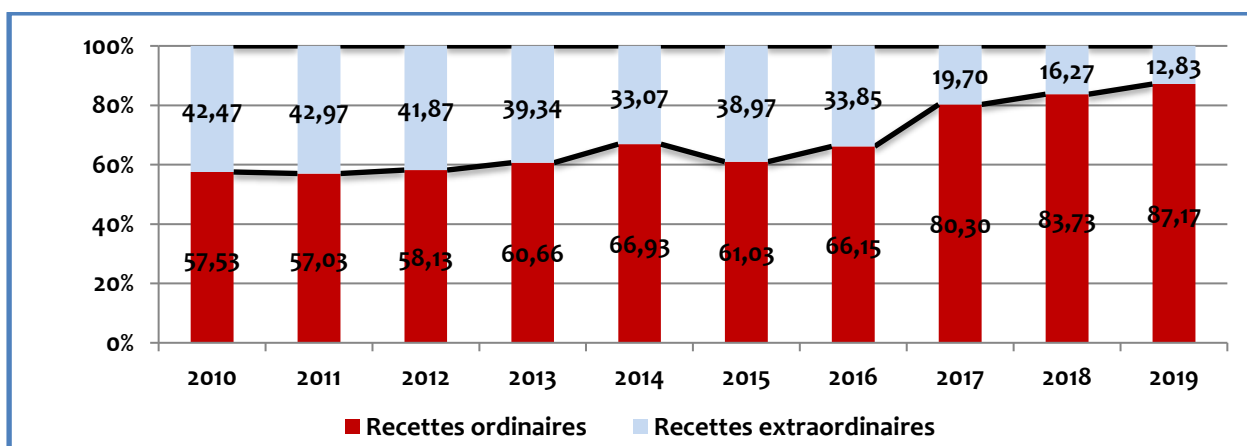
Source : Lois de règlement

**Graphique 1 : Evolution des prévisions définitives des recettes par grande nature 2010 à 2019**



Source : DGB/DISB

**Graphique 2 : Evolution de la structure des prévisions définitives des recettes ordinaires par grande nature de 2010 à 2019**



Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

### I.1.1 Recettes ordinaires

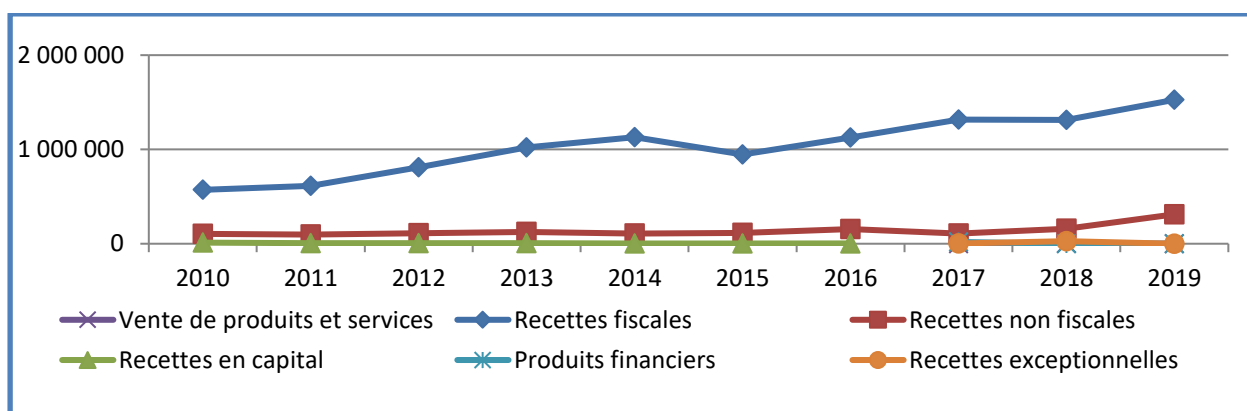
L'analyse des prévisions des recettes ordinaires indique une tendance à la hausse sur la période 2010-2019 avec une variation annuelle moyenne de 11,52%. Cependant, il est constaté une baisse des prévisions de cette grande nature de recettes en 2015 (-14,45%). Cette baisse est essentiellement liée à celle des prévisions de recettes fiscales (-16,39%), due en partie à la situation socio-politique du moment.

Entre 2018 et 2019, les prévisions des recettes ordinaires ont progressé de 22,20% passant de 1 503,65 milliards de FCFA à 1 837,50 milliards de FCFA.

L'analyse de la structure des prévisions des recettes ordinaires fait ressortir une prédominance des recettes fiscales sur la période 2010-2019 avec une contribution qui est restée supérieure à 82% sur ladite période.

Sur les deux dernières années, la part des recettes fiscales est en baisse de 4,33 points, passant de 87,38% en 2018 à 83,04% en 2019. Par contre, les recettes non fiscales, qui occupent le deuxième rang en termes de contribution aux recettes ordinaires, affichent une part en hausse de 6,40 points en 2019.

**Graphique 3: Evolution des prévisions des recettes ordinaires par nature de 2010 à 2019 (En millions en FCFA)**



Source : DGB/DISB

**Tableau 2: Évolution de la structure des recettes ordinaires de l'Etat de 2010 et 2019 (en %)**

Nature de recettes	Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes ordinaires</b>		<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
Vente de produits et services									0,00	0,22	0,00
Recettes fiscales		82,98	85,63	87,17	88,50	90,97	88,91	87,60	91,05	87,38	83,05
Recettes non fiscales		15,33	13,49	12,08	10,87	8,69	10,74	12,17	7,36	10,55	16,95
Recettes en capital		1,69	0,88	0,74	0,63	0,34	0,36	0,23			
Produits financiers									1,33	0,05	0,00
Recettes exceptionnelles									0,26	1,79	0,00

Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

### I.1.2 Ressources extraordinaires

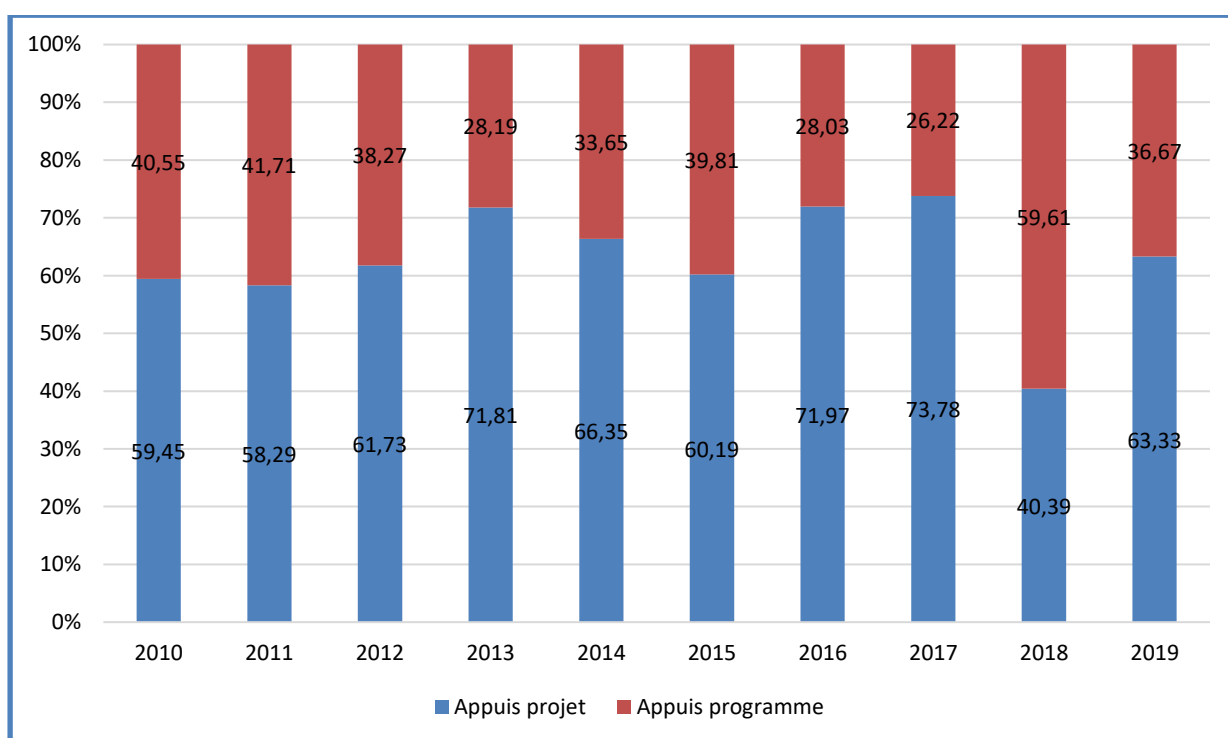
L'analyse des prévisions des ressources extraordinaires du budget de l'État affiche une tendance haussière sur la période 2010-2013 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 13,79%. Par contre sur la période 2015-2019, ces prévisions sont en baisse avec une variation annuelle moyenne négative de 20,55%. La régression constatée au cours des trois dernières est en partie imputable au transfert des emprunts vers les ressources de trésorerie.

L'analyse de l'évolution de la structure des prévisions de ressources extraordinaires sur la période 2010-2019 montre que les appuis projets en sont restés la principale composante exceptée en 2018.

Entre 2018 et 2019, les prévisions des ressources extraordinaires enregistrent une baisse de 7,47% imputable essentiellement aux appuis programmes (-43,07%).

L'analyse de la structure des ressources extraordinaires sur la même période montre que la part des appuis programmes est en régression de 22,93 points, passant de 59,61% en 2018 à 36,67% en 2019.

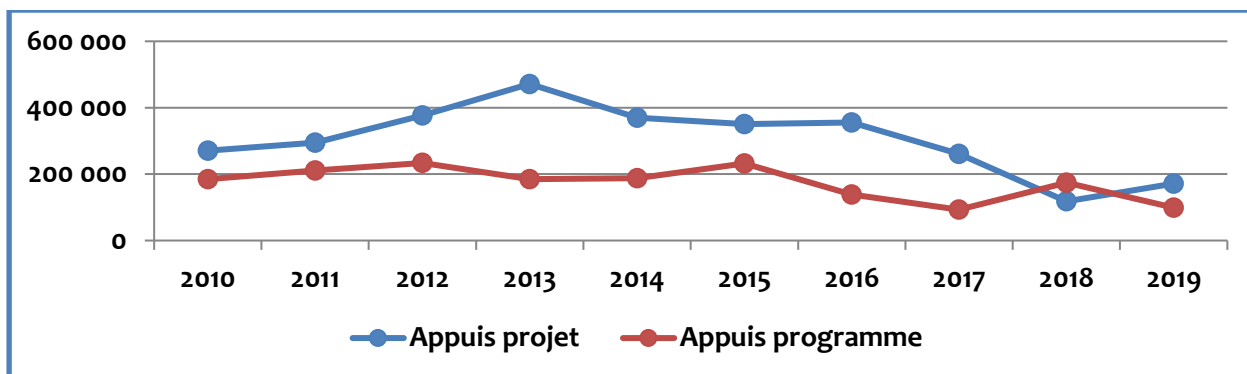
**Graphique 4: Evolution de la structure des prévisions des ressources extraordinaires par grande nature de 2010 à 2019 (en %)**



Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 5 : Evolution des prévisions des ressources extraordinaires de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

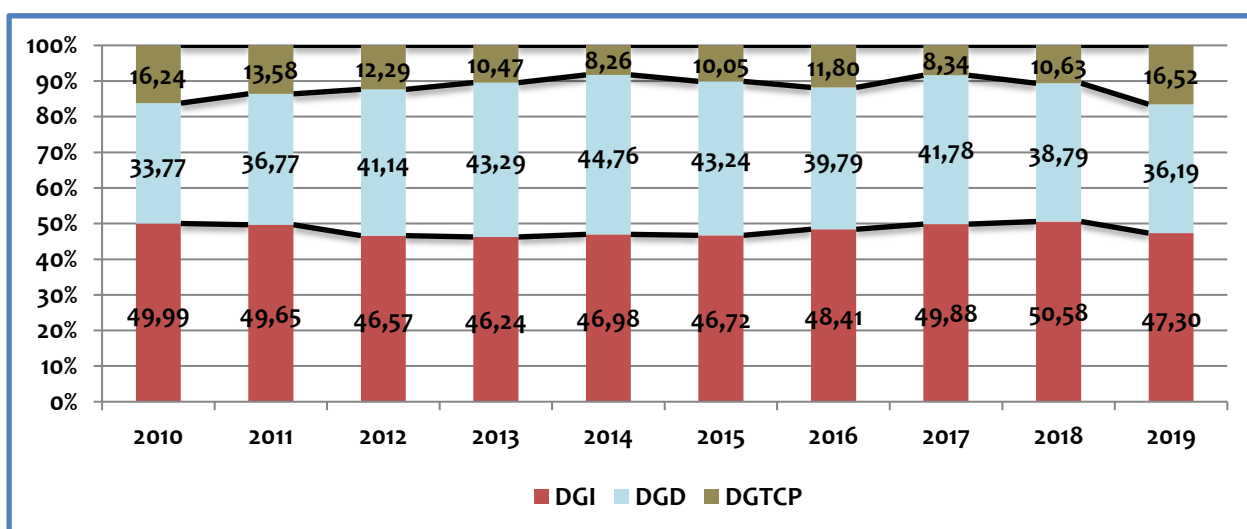
### I.2 Prévisions par structure de recouvrements

#### I.2.1 Prévisions des recettes ordinaires par régie

L'analyse de la structure des prévisions des recettes ordinaires du budget de l'Etat par régie sur la période 2010-2019 révèle une prédominance de la Direction Générale des Impôts (DGI) (un poids moyen de 48,23%), suivie de la Direction Générale des Douanes (DGD) (poids moyen de 39,95%) et de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) avec 11,82%, au regard des potentialités de recouvrement de chaque régie de recettes.

Sur les deux dernières années, les parts de la DGI et de la DGD dans les prévisions ont connu des baisses respectivement de 3,28 et de 2,61 points de pourcentage. Par contre, celle de la DGTCP a affiché une hausse avec des niveaux de 10,63% en 2018 et 16,52% en 2019.

Graphique 6 : Évolution de la part de chaque régie de recettes dans les prévisions de recettes ordinaires de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

## II. RECOUVREMENTS DE RECETTES BUDGETAIRES

### II.1 Grandes natures de ressources et taux de recouvrement

#### II.1.1 Recouvrements par grandes natures de recettes

Sur la période 2010-2019, les recouvrements de recettes affichent une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 8,29%. Toutefois, ces recouvrements ont subi des baisses en 2014 (-10,48%) et 2017 (-11,39%). Les pics de recouvrement ont été observés en 2016 (1 667,68 milliards de FCFA) et en 2019 (1 805,16 milliards de FCFA).

Les recouvrements des ressources du budget de l'Etat restent dominés sur la période 2010-2019 par les ressources ordinaires dont le poids varie entre 71,94% (2015) et 91,97% (2019).

Sur deux dernières, les recouvrements de ressources budgétaires sont passées de 1 591,45 milliards de FCFA en 2018 à 1 805,16 milliards de FCFA en 2019, soit un accroissement de 13,43%. Cette amélioration est en partie due aux efforts de recouvrement des régies de recettes et à la poursuite de la modernisation de l'administration fiscale.

La contribution annuelle des recettes ordinaires au budget de l'Etat est restée supérieure à 90% sur les deux dernières années. En 2019, elle est de l'ordre de 91,97% en hausse de 1,49 point par rapport à 2018.

#### II.1.1 Taux de recouvrement des recettes budgétaires

Le taux de recouvrement global a fluctué entre 71,13% (2014) et 88,61% (2018) sur la période 2010-2019 avec un taux moyen de 81,35%. Ce taux de recouvrement global est tiré vers le bas par les recettes extraordinaires dont le taux de réalisation moyen se situe à 50,08%.

En 2019, les réalisations de recettes budgétaires affichaient un taux de recouvrement de 85,64% contre 88,61% en 2018, soit une baisse de 2,98 points.

**Tableau 3 : Évolution des recouvrements de recettes budgétaires par nature de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)**

Nature de recettes	Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes ordinaires</b>		647 545	832 342	997 757	1 096 462	1 051 235	1 033 395	1 201 793	1 355 603	1 439 908	1 660 191
Vente de produits et services									0	3 210	0
Recettes fiscales		524 903	728 355	885 387	971 262	927 912	913 663	1 040 288	1 191 241	1 252 640	1 355 772
Recettes non fiscales		111 026	96 842	106 776	121 529	121 512	115 343	160 054	122 234	144 806	293 498
Recettes en capital		11 617	7 145	5 594	3 671	1 811	4 389	1 451			
Produits financiers									27 756	2 631	2 545
Recettes exceptionnelles									14 372	36 621	8 376
<b>Recettes extraordinaires</b>		233 994	223 713	328 488	378 421	269 041	403 131	465 887	122 169	151 545	144 965
<b>Dons</b>		148 148	180 961	187 755	203 982	134 599	229 776	170 089	122 169	151 545	144 965
Programmes		147 993	180 505	171 126	119 134	118 299	168 734	77 473	61 177	78 594	102 433
Projets		155	456	16 629	84 849	16 300	61 042	92 616	60 992	72 951	42 532
<b>Emprunts</b>		85 846	42 753	140 733	174 439	134 442	173 356	295 798			
Programmes		12 322	17 123	38 287	4 830	3 786	29 409	81 977			
Projets			25 629	41 846	15 655	89 168	27 873	48 698			
Autres Emprunts		73 524		60 600	153 954	41 488	116 074	165 122			
<b>Recettes totales</b>		881 539	1 056 055	1 326 244	1 474 883	1 320 276	1 436 526	1 667 680	1 477 773	1 591 453	1 805 156

Source : Lois de règlement

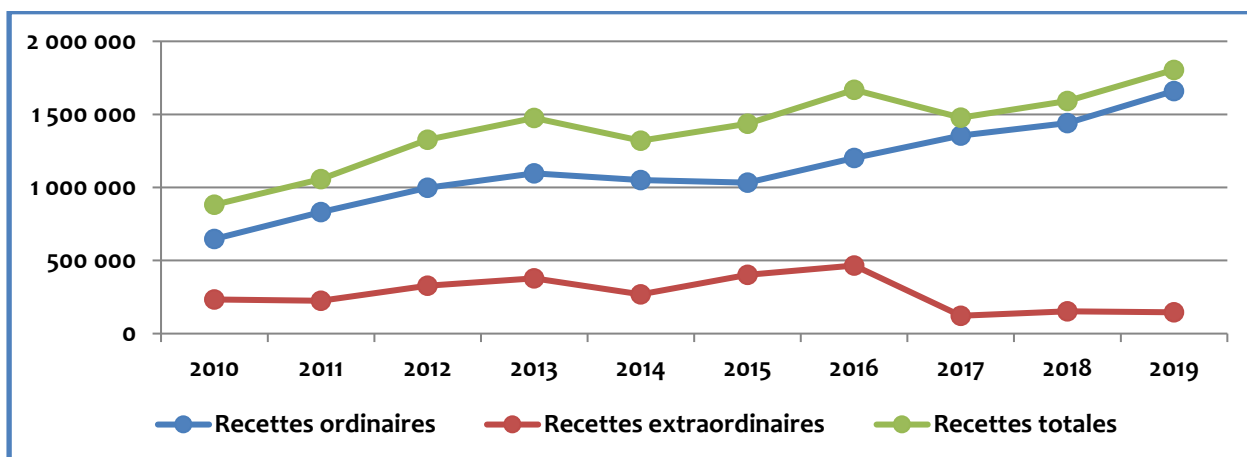
## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Tableau 4: Evolution des taux de recouvrement par nature de recettes de 2010 à 2019 en %

Nature de recettes \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes ordinaires</b>	94,03	115,92	107,10	94,93	84,62	97,23	93,39	93,83	95,76	90,35
Vente de produits et services									95,25	
Recettes fiscales	91,85	118,45	109,02	95,02	82,11	96,69	92,28	90,55	95,34	88,84
Recettes non fiscales	105,20	99,98	94,88	96,84	112,50	101,06	102,20	114,94	91,26	94,22
Recettes en capital	99,77	113,58	80,65	50,29	43,50	116,21	49,49			
Produits financiers								144,77	346,52	
Recettes exceptionnelles								383,12	135,85	
<b>Recettes extraordinaires</b>	46,03	41,35	48,96	50,52	43,83	59,39	70,76	34,48	51,85	53,60
Dons	50,44	55,02	44,78	39,44	34,67	65,50	59,41	34,48	51,85	53,60
Programmes	86,20	90,92	87,42	66,07	92,63	133,35	106,86	65,83	45,11	103,28
Projets	0,13	0,35	7,44	25,19	6,26	27,22	43,32	23,33	61,79	24,83
Emprunts	39,99	20,15	55,91	75,20	59,58	52,85	79,49			
Programmes	94,57	136,73	101,29	100,63	6,31	33,50	124,59			
Projets	0,00	15,57	27,30	11,61	81,30	19,33	34,46			
Autres Emprunts	139,22	0,00	100,00	166,70	74,19	120,91	100,07			
<b>Recettes totales</b>	73,65	83,88	82,76	77,46	71,13	82,48	85,73	82,14	88,61	85,64

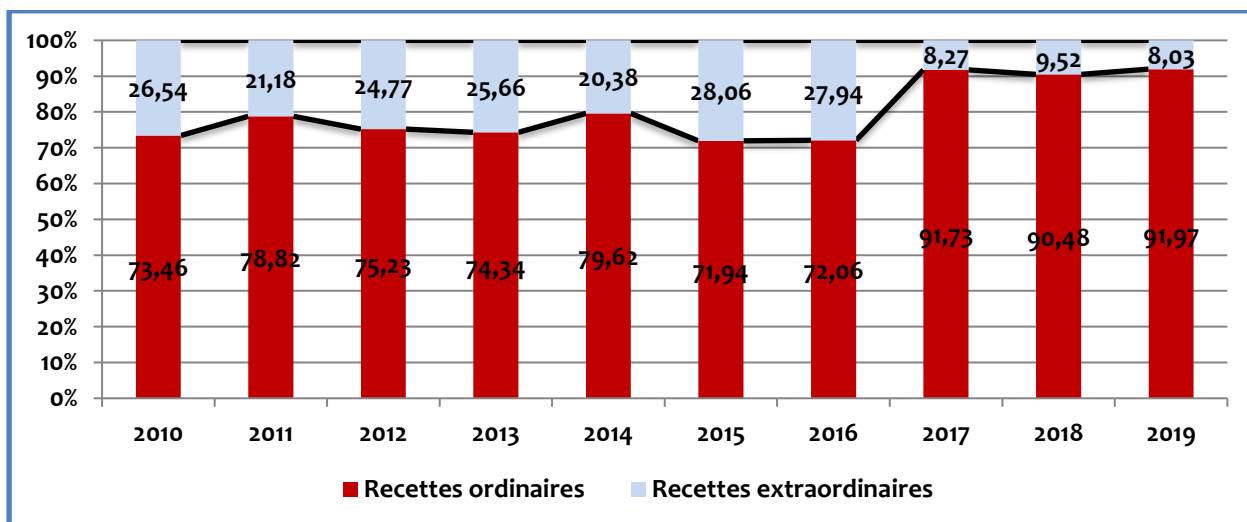
Source : Lois de règlement

Graphique 7 : Evolution des recouvrements de recettes budgétaires de l'Etat par grande nature de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

Graphique 8 : Evolution de la structure des recouvrements des recettes totales de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

## **II.2 Recettes ordinaires**

### **II.2.1 Recouvrements de recettes ordinaires**

L'analyse de l'évolution des recouvrements des recettes ordinaires du budget de l'État sur la période 2010-2019 révèle une tendance à la hausse malgré les baisses de 4,12% et de 1,70% enregistrées respectivement en 2014 et 2015. Le repli constaté en 2014 est principalement imputable aux recettes fiscales (-43,35 milliards de FCFA). Quant à celui de 2015, il résulte de de l'effet conjugué de la baisse des recettes fiscales et non fiscales (-20,42 milliards de FCFA) et de la hausse des recettes en capital (-2,58 milliards de FCFA). Les recettes ordinaires ont été en hausse continue sur les périodes 2010-2013 (+ 19,19% en moyenne) et 2015-2019 (+ 12,58% en moyenne). Entre 2013 et 2015, elles se sont contractées globalement de 5,75%.

Les recouvrements des recettes ordinaires ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 11,03% et un niveau moyen de 1 131,62 milliards de FCFA sur la période 2010-2019.

La structure de ces recouvrements sur la période 2010-2019 laisse apparaître une prédominance des recettes fiscales avec une contribution qui oscille entre 81,06% (2010) et 88,74% (2012). La part moyenne des recettes fiscales dans les recettes ordinaires est de 86,57% contre 12,34% pour les recettes non fiscales.

Sur les deux dernières années, les recouvrements de recettes ordinaires du budget de l'Etat se sont accrus de 15,30%, passant de 1 439,91 milliards de FCFA en 2018 à 1 660,19 milliards de FCFA en 2019.

### **II.2.2 Taux de recouvrement des recettes ordinaires**

Le taux moyen de recouvrement des recettes ordinaires sur la période 2010-2019 est de 96,72%. Le taux le plus élevé a été observé en 2011 (115,92%) et la plus faible performance a été observée en 2014 (84,62%).

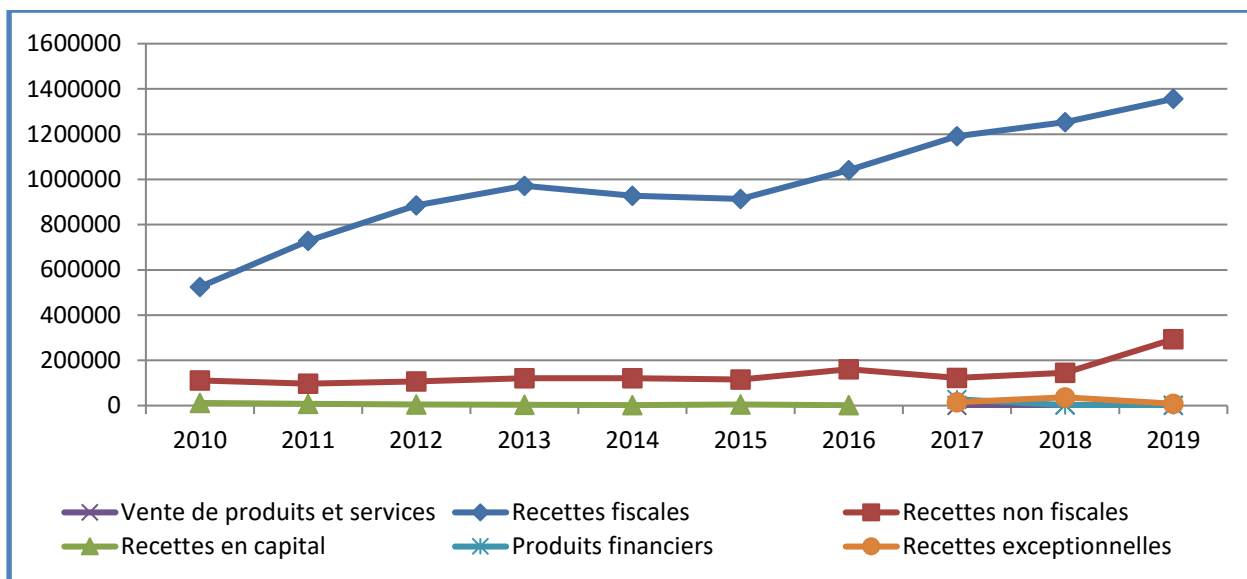
Le taux de réalisation entre 2018 et 2019 est en baisse de 5,41 points de pourcentage.

La poursuite des réformes des administrations fiscale et douanière, l'intensification des contrôles dans le cadre de la lutte contre la fraude, le faux et la corruption, les actions de sensibilisation sur le civisme fiscal entreprises ces dernières années pour les différentes régions, ont contribué à l'atteinte de ces niveaux de performances.



## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 9 : Evolution des recouvrements de recettes ordinaires de 2010 à 2019 par nature (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

Tableau 5: Evolution de la structure des recouvrements des recettes ordinaires de 2010 à 2019 (En %)

Nature de recettes \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes ordinaires	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Vente de produits et services								0,00	0,22	0,00
Recettes fiscales	81,06	87,51	88,74	88,58	88,27	88,41	86,56	87,88	86,99	81,66
Recettes non fiscales	17,15	11,63	10,70	11,08	11,56	11,16	13,32	9,02	10,06	17,68
Recettes en capital	1,79	0,86	0,56	0,33	0,17	0,42	0,12			
Produits financiers								2,05	0,18	0,15
Recettes exceptionnelles								1,06	2,54	0,50

Source : DGB/DISB

### II.3 Ressources extraordinaires

#### II.3.1 Recouvrements de ressources extraordinaires

Sur la période 2010-2019, les recouvrements des ressources extraordinaires du budget de l'État ont enregistré une tendance baissière avec un comportement en yoyo.

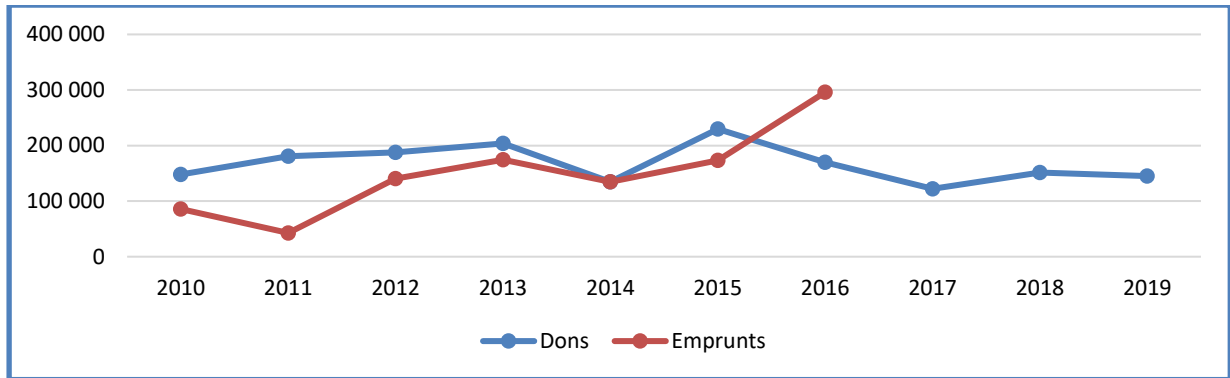
Le niveau de recouvrement desdites recettes est en baisse de 4,34% entre 2018 et 2019.

L'analyse de la structure des recouvrements de ressources extraordinaires de 2010 à 2019 montre en moyenne une prédominance des appuis projets dont la contribution oscille entre 32,47 points (2017) et 64,44 points (2012).

Par nature d'appui les dons sont restés prépondérants en termes de poids sur toute la période 2010-2016, soit un poids moyen de 59,12%.

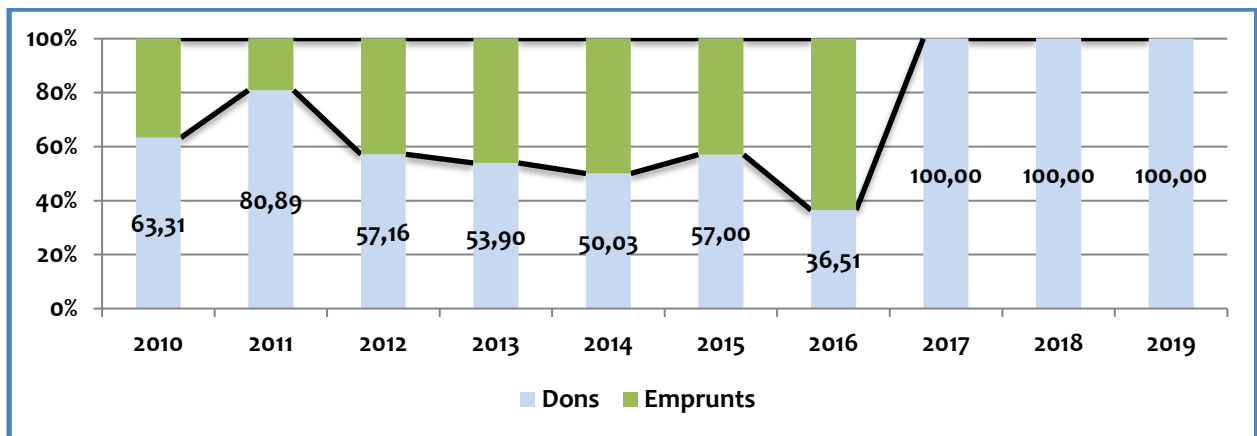
## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

**Graphique 10 : Evolution des encaissements des ressources extraordinaires de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA)**



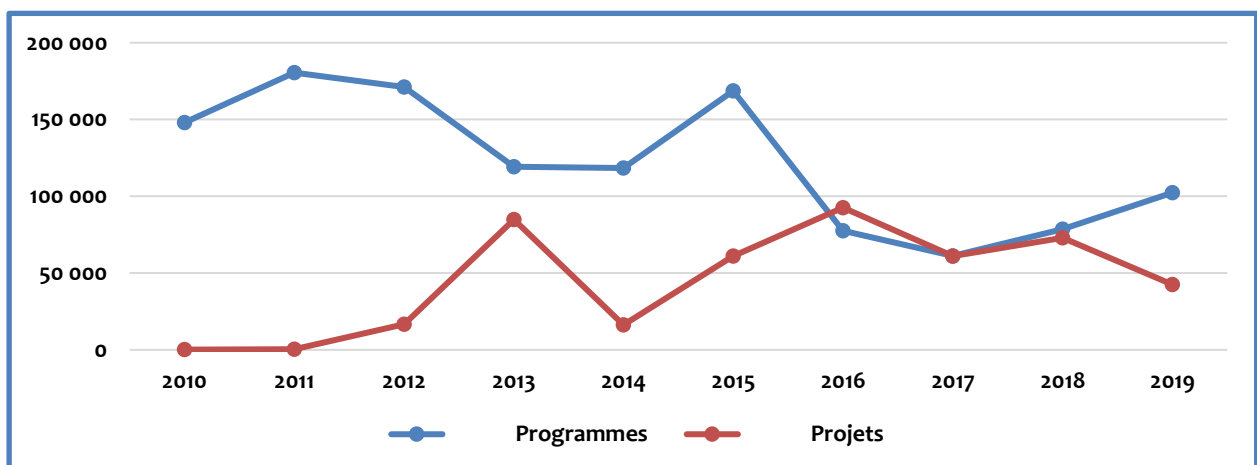
Source : DGB/DISB

**Graphique 11 : Evolution de la structure des recouvrements de ressources extraordinaires de 2010 à 2019 (En %)**



Source : DGB/DISB

**Graphique 12 : Evolution des ressources extérieures (dons) de 2010 à 2019 par nature (En millions de FCFA)**



Source : DGB/DISB

### **II.3.2 Taux de recouvrement des ressources extraordinaires**

Sur la période d'analyse 2010-2019, le taux de recouvrement des ressources extraordinaires a varié entre 34,48% (2017) et 70,76% (2016). Sur les deux dernières années, ce taux est passé de 51,85% en 2018 à 53,60% en 2019, soit un accroissement de 1,75 point.

Cette performance dans la mobilisation des ressources extraordinaires est en partie imputable aux réformes entreprises au sein du ministère en charge des finances notamment la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des financements extérieurs.

### **II.4 Recouvrements par régie**

#### **II.4.1 Structure des recouvrements de recettes ordinaires par régie**

Sur la période 2010-2019, l'analyse de la structure des recouvrements de recettes ordinaires du budget de l'État par régie fait ressortir une prédominance des recouvrements de la DGI (part contributive moyenne de 47,75%), suivie de ceux de la DGD (part contributive moyenne de 40,38%) et de la DGTCP (part contributive moyenne de 11,87%). Cet ordre est conforme aux objectifs de recouvrement assignés à chaque régie de recettes. Toutes les régies ont été performantes sur la période sous revue car affichant des taux d'exécution supérieurs à 90%.

Sur les deux dernières années, la contribution de la DGI est passée de 46,96% à 50,85%, soit une hausse de 3,89 points de pourcentage. S'agissant de la DGD, sa contribution a baissé de 3,06 points, passant de 41,49% à 38,43%. La DGTCP quant à elle, a contribué à hauteur de 11,55% et 10,72%, respectivement en 2018 et 2019.

#### **II.4.2 Taux de recouvrement des recettes ordinaires par régie**

Sur la période 2010-2019, le taux de recouvrement de la DGI a oscillé entre 88,44% (2014) et 108,30% (2011) avec taux moyen de 97,23%. Entre 2018 et 2019, ce taux est passé de 96,87% à 97,19% soit une augmentation de 0,32 point de pourcentage. Cette performance est le fruit de plusieurs facteurs dont les principaux sont l'informatisation de la gestion des impôts (facture normalisée, télépaiement, télé-procédure etc.), l'intensification des actions de sensibilisation et de communication, la réorganisation des services des impôts, le renforcement des capacités des ressources humaines, la déconcentration totale des services des impôts, le renforcement des actions de recouvrement et de contrôle et la poursuite de l'élargissement de l'assiette fiscale.

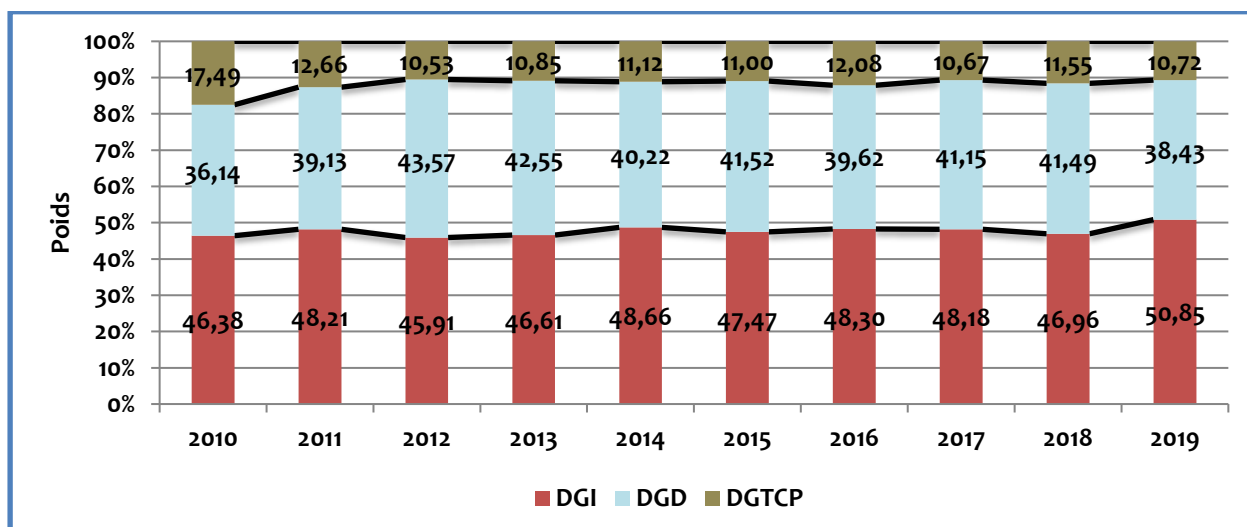
Pour ce qui concerne la DGD, le taux de recouvrement a fluctué entre 76,72% (2014) et 118,72% (2011) sur la période 2010-2019 avec un taux moyen de 100,04%. Sur les deux dernières années, le taux de recouvrement est passé de 111,57% à 95,99%, soit une baisse de 15,58 points de

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

pourcentage. Cette performance réside dans la mise en œuvre des mesures et actions telles que la poursuite de l'informatisation des postes de douanes, la connexion des Commissionnaires en Douane Agrée au SYDONIA Word, la mise en ligne de SYDONIA Word, l'exploitation des scanners, la collaboration Douane-COTECNA, le Système de Liaison Virtuelle des Importations et des Exportations (SYLVIE), la mise en exploitation du Système de Gestion Informatisée du Contentieux Douanier (SYGICOD), le renforcement des unités de contrôles et l'interconnexion des systèmes douaniers informatisés avec certains pays voisins.

Quant à la DGTCP, le taux de réalisation sur la période 2010-2019 a fluctué entre 93,07% (2012) et 114,90% (2014) avec un taux moyen de 101,62%. Entre 2018 et 2019, ce taux a baissé de 6,97 points, passant de 113,42% à 106,45%. Cette performance résulte des actions accomplies par l'ensemble des unités de recouvrements avec la mise en œuvre des actions à gain rapide identifiées qui ont consisté essentiellement aux recouvrements des arriérés, au renforcement des missions de contrôle et de supervision. De plus, le renforcement des capacités opérationnelles des unités de recouvrement a permis de réaliser ces performances.

**Graphique 13 : Evolution de la part contributive de chaque régie de recettes dans les recouvrements des recettes ordinaires de 2010 à 2019 (En %)**



Source : DGB/DISB

### II.4.3 Quelques impôts leaders par nature de recette de 2010 à 2019

#### □ Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur les produits pétroliers (TPP).

##### ● *Taxe sur la valeur ajoutée*

## **TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019**

De 2010 à 2019, le niveau de recouvrement de la TVA présente une tendance haussière avec toutefois une baisse en 2014. En glissement annuel entre 2018 et 2019, les recouvrements de la TVA se sont accrus de 9,10%. En 2019, la TVA représente 43,27% des recettes fiscales.

Cette bonne tenue de la TVA est en partie le fruit conjugué de la nouvelle segmentation des contribuables, de la hausse des importations et de la mise en œuvre de la facture normalisée.

### ● *Taxe sur les produits pétroliers*

Sur la période 2010-2019, le recouvrement des taxes sur les produits pétroliers (TPP) ont évolué en hausse continu excepté 2013. Le taux d'accroissement annuel moyen se situe à 8,36%. Il convient de signaler que l'accroissement du recouvrement de la TPP pourrait s'expliquer par le fait que cette taxe d'accise est fonction du volume importé des hydrocarbures notamment le super 91 et le gas-oil.

## □ **Impôts sur les revenus et bénéfices**

L'analyse portera sur quelques impôts leader tels que l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) et sur les autres droits d'enregistrement (ADE).

### ● *Impôt sur les sociétés*

De 2010 à 2019, l'évolution des recouvrements de l'IS a enregistré une tendance haussière, avec cependant une baisse continue de 2013 à 2015. Le taux de progression annuel moyen s'est établi à 15,72% sur la période sous revue.

Cet impôt est passé de 209,66 milliards de FCFA en 2018 pour atteindre un niveau de 249,43 milliards de FCFA en 2019.

Cette hausse sous la période sous revue est en partie imputable à une tendance à la normalisation de la situation socio-politico-économique depuis l'année 2016 (après les troubles que le pays a traversés en 2014 et 2015) qui constitue une relance pour l'optimisation des recettes.

### ● *Impôt unique sur les traitements et salaires*

L'évolution des recouvrements de l'IUTS sur la période 2010-2019 présente une tendance haussière malgré la baisse constatée en 2014 (-10,19 milliards de FCFA) en partie lié à la crise de 2014 qui a ébranlé certaines entreprises privées et à la mesure d'exonération spéciale sur la tranche de 0 à 30 000 de FCFA de salaire. Le taux d'accroissement annuel moyen est de

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

9,37% avec un niveau moyen de 76,11 milliards de FCFA. En 2019, la part de l'IUTS dans les recettes fiscales est de 8,39%.

### ● *Autres Droits d'Enregistrement*

Sur la période 2010 à 2019, le recouvrement des ADE a connu une tendance en dent de scie avec un taux d'accroissement annuel moyen de 4,22% et un niveau moyen de 24,14 milliards de FCFA.

### □ **Droits et taxes à l'importation et à l'exportation**

Les droits et taxes à l'importation et à l'exportation regroupent essentiellement les impôts de porte que sont les droits de douanes, la redevance statistique et quelques droits d'accises.

#### ● *Droits de douane*

Le recouvrement des droits de douane (DD) est passé de 75,04 milliards de FCFA en 2010 à 154,13 milliards de FCFA en 2019, soit un taux de progression annuel moyen de 8,33%. Cette situation s'explique par la hausse du volume global des importations. Cependant entre les deux dernières années, le niveau de recouvrement des DD a baissé de 3,67%.

#### ● *Redevance statistique*

Le recouvrement de redevance statistique est passé de 8,86 milliards de FCFA en 2010 à 20,25 milliards de FCFA en 2019, soit un taux de progression annuel moyen de 9,62%.

#### ● *Droits d'accises*

Ces droits d'accises regroupent entre autre la taxe sur les boissons (TSB), la taxe sur les tabacs (TST), la taxe sur les produits de parfumerie et de cosmétique, la taxe sur le cola, la taxe sur les cafés et thé, la taxe sur les produits pétroliers (TPP), la taxe sur les emballages plastiques (TEP), la taxe sur les véhicules de tourisme (TVT) perçus en régime intérieur et de porte, etc.

Les recouvrements desdits droits sont en hausse continue sur la période sous revue. Ils sont passés de 49,95 milliards de FCFA en 2010 à 161,14 milliards de FCFA en 2019, soit une progression annuelle moyenne de 13,90%.

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

**Tableau 6 : Evolution du niveau de recouvrement de quelques impôts leaders par nature de recettes de 2010 à 2019 (En millions de F CFA)**

Nature de recettes \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Vente produits et services</b>										
Vente de produits (recettes chancellerie)	2 257	2 396	2 573	2 925	2 785	2 823	2 899	3 325	3 167	3 100
Vente de produit CQP et BQB	0	0	0	0	0	0	0	1	0	6
Produit de l'administration centrale	33	38	36	29	42	49	54	47	38	39
<b>Recettes Fiscales</b>										0
TVA	236 198	282 464	369 290	423 265	389 950	393 160	440 581	511 930	537 725	586 658
IUTS	50 892	56 248	68 158	73 695	63 502	65 664	78 331	89 714	101 502	113 738
IS	67 027	122 374	156 887	169 842	162 667	132 050	163 454	173 793	209 655	249 433
Droits d'accises (y compris TPP)	49 953	56 650	71 273	62 184	82 218	101 027	113 100	137 001	152 524	161 144
TPP	31 710	35 490	46 335	33 021	50 988	65 266	71 818	90 167	100 038	102 918
ADE	22 202	15 555	18 607	22 251	24 689	21 309	24 410	30 870	29 289	32 212
DD	75 042	87 563	118 045	132 029	114 649	112 247	123 148	140 243	160 095	154 217
RS	8 858	10 004	14 584	16 804	13 807	14 450	15 604	18 816	20 189	20 252
Taxes pour le développement de la télé	1 332	1 475	1 073	3 046	456	2 188	2 846	1 829	3 839	4 090
Redevances, taxes, amendes & autres recettes en matière forestière	847	910	968	765	877	1 014	1 002	996	959	810
Redevances, taxes, amendes & autres recettes en matière de faune sauvage	311	299	291	283	286	189	146	132	114	24
<b>Recettes non Fiscales</b>										0
CPVI	6 193	7 088	10 248	11 319	8 362	8 876	11 116	13 035	13 010	12 840
Visas d'entrée à l'aéroport	2 633	1 050	760	814	1 294	1 134	1 422	1 538	1 255	0
Passeports ordinaires	870	1 283	1 651	2 056	2 759	2 755	3 107	2 640	2 626	1 371
Recettes de péage	4 859	5 669	6 156	6 256	6 628	6 428	6 450	6 617	0	2 899
Vente d'imprimés (DTTM)	1 338	1 668	2 021	1 970	2 228	2 498	2 690	2 774	3 390	0
Droits proportionnels ou redevance proportionnelle et taxe superficielle	12 643	33 473	41 628	22 212	35 761	37 609	44 936	52 688	61 844	4 448
Vente dossier d'appels d'offres (DG-CMEF)	704	294	331	404	484	415	947	1 078	1 106	67 827
Licence de téléphonie mobile	61 910	8 165	3 000	0	0	0	0	1 500	0	825
Dividendes	2 953	14 159	14 993	21 490	29 813	19 443	29 227	33 227	38 813	120 000
<b>Produit financier</b>										0
Recettes de privatisation (cession actions de l'Etat)	4 590	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DGB/DISB

## B. CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT

Dans cette deuxième partie, l'analyse porte sur les dépenses du budget de l'Etat de 2010 à 2019, en prévision et en exécution, base ordonnancement. Une attention particulière est accordée aux deux dernières années.

### I. PREVISIONS BUDGETAIRES

#### I.1 Grande nature de dépenses

L'analyse des prévisions des dépenses sur la période 2010-2019, présente une tendance haussière avec un taux de croissance annuel moyen de 7,87%. En effet, sur ladite période, les prévisions sont passées de 1 197,00 milliards de FCFA (2010) à 2 366,67 milliards de FCFA (2019), soit une progression de 97,72%. Cependant, il est constaté une baisse des prévisions en 2010 (-1,85%), 2014 (-2,52%), 2015 (-6,17%) et 2018 (-4,61%).

Les baisses constatées sont essentiellement tributaires d'une diminution des dépenses en capital, excepté en 2010 où la régression est principalement due à la contraction des dépenses ordinaires.

La structure des prévisions des dépenses indique une prépondérance des dépenses ordinaires sur les dépenses en capital. En effet, sur la période 2010-2019, les dépenses ordinaires représentent en moyenne 58,13% des dépenses totales contre 41,86% pour les dépenses en capital. Cette situation s'explique par le poids de la masse salariale (25,62% en moyenne) et des transferts courants (19,13% en moyenne) dans le budget global. Par contre, en 2013, les dépenses en capital ont été prédominantes avec une proportion de 52,02% des dépenses globales, traduisant la volonté de mettre en œuvre les chantiers prioritaires de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD).

Entre les années 2018 et 2019, les prévisions des dépenses sont passées de 2 191,93 milliards de FCFA à 2 366,67 milliards de FCFA, soit une hausse de 174,74 milliards de FCFA en valeur absolue et de 7,97% en valeur relative. Cette hausse est principalement liée à l'accroissement des dépenses ordinaires de 16,76% en valeur relative.

L'analyse de la structure des prévisions sur la même période fait ressortir une prédominance des dépenses ordinaires avec un poids moyen de 67,11% contre 32,89% pour les dépenses en capital.



## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

L'analyse par catégorie de dépenses indique que le poids des dépenses de personnel dans les dépenses globales est en progression avec des parts estimées à 32,19% en 2018 et à 35,74% en 2019. Il en est de même pour les dépenses de transferts courants dont les proportions sont passées de 18,67% en 2018 à 20,87% en 2019, soit une progression de 2,20 points.

Quant aux dépenses d'acquisitions de biens et services, leur proportion dans les dépenses globales est passée de 9,06% en 2018 à 8,87% en 2019, soit une baisse de 0,19 point.

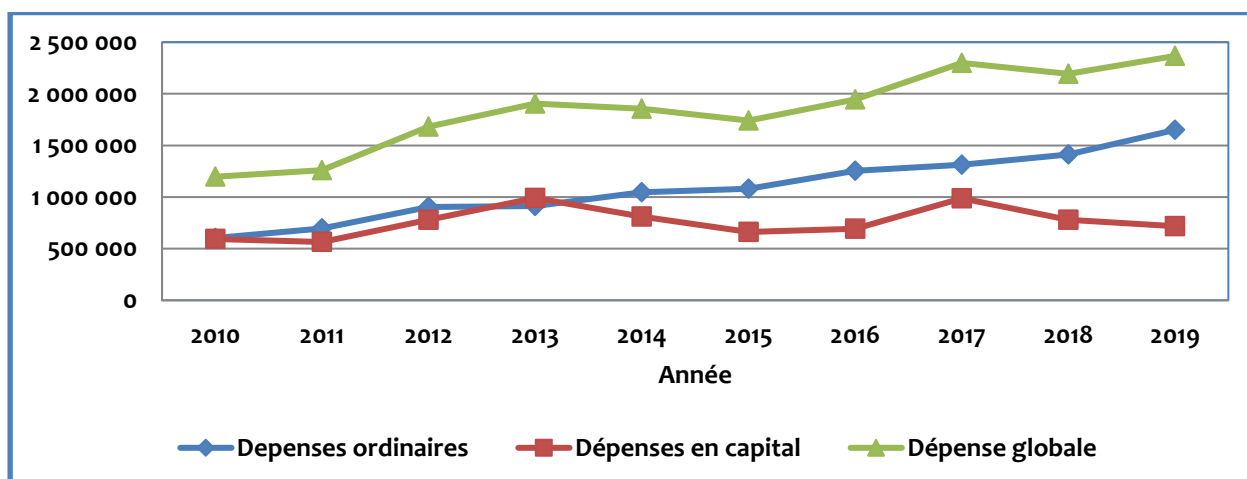
Pour ce qui est des dépenses d'investissements, leur part dans les prévisions globales enregistre une baisse de 4,30 points, passant de 34,35% en 2018 à 30,05% en 2019.

Tableau 7 : Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)

Nature	Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses ordinaires		603 347	694 422	903 868	913 528	1 046 754	1 079 754	1 252 765	1 311 877	1 413 465	1 650 350
Amortissement, charges de la dette et dépenses en atténuation des recettes		67 253	63 026	82 072	94 004	112 940	164 338	195 161			
Charges financières de la dette									67 692	99 710	100 000
Dépenses de personnel		245 870	281 537	334 361	366 265	437 522	469 531	557 948	620 886	705 516	845 900
Dépenses d'acquisitions de biens et services (dépenses de fonctionnement)		100 357	100 818	124 752	119 318	121 173	122 738	130 516	180 343	198 553	209 964
Dépenses de transferts courants		189 867	249 040	362 683	333 941	375 120	323 147	369 140	442 456	409 186	493 985
Dépenses en atténuation des recettes									500	500	501
Dépenses en capital		593 655	564 636	778 159	990 557	809 396	661 878	692 447	985 906	778 468	716 319
Investissements exécutés par l'Etat		588 255	560 736	771 859	949 557	799 596	654 218	685 459	965 713	752 968	711 262
Part Etat		317 413	265 764	395 067	478 407	429 403	285 760	330 380	577 660	444 317	409 348
Subvention		122 040	130 372	223 500	336 329	258 575	224 255	213 772	261 437	134 444	171 262
Prêt		148 802	164 600	153 292	134 821	111 617	144 204	141 307	126 617	174 207	130 652
Transferts en capital		5 400	3 900	6 300	41 000	9 800	7 660	6 988	20 193	25 500	5 057
Dépense globale		1 197 002	1 259 057	1 682 026	1 904 085	1 856 150	1 741 632	1 945 213	2 297 783	2 191 933	2 366 669

Source : Lois de règlement

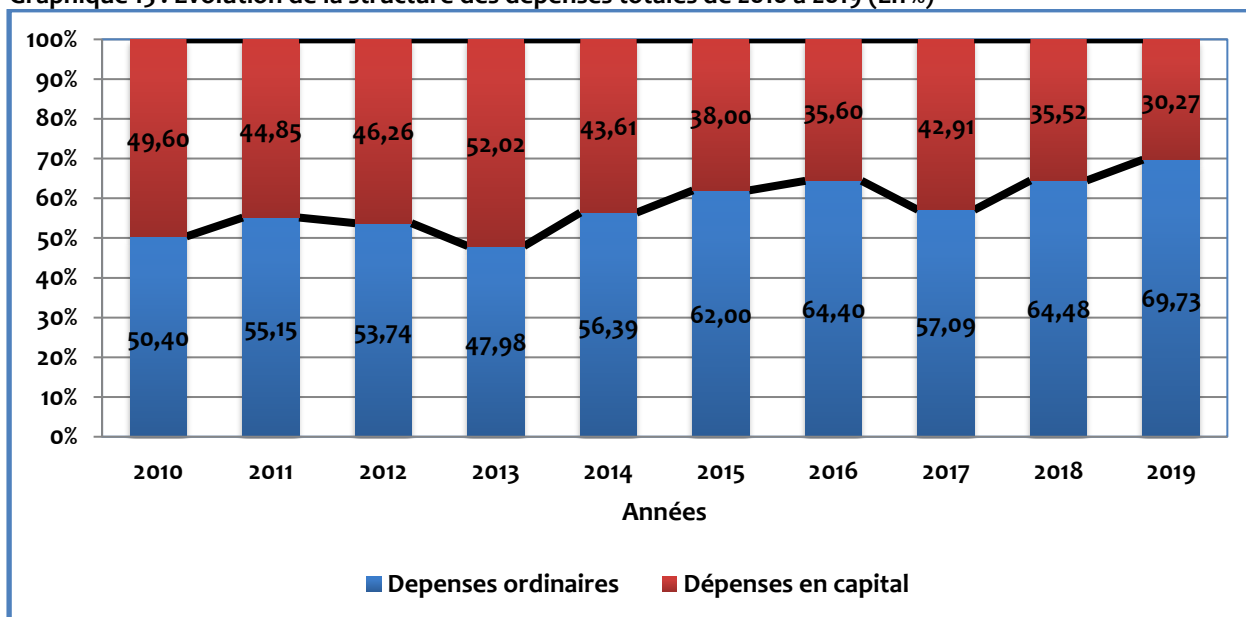
Graphique 14 : Evolution des prévisions budgétaires de 2010 à 2019 par grande nature (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 15 : Evolution de la structure des dépenses totales de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

### I.1.1 Dépenses ordinaires

Sur la période 2010-2019, les prévisions des dépenses ordinaires ont connu une tendance à la hausse avec un taux de croissance annuel moyen de 11,83%. La plus forte croissance a été enregistrée en 2012 (30,16%). Les dépenses ordinaires ont plus que doublé sur la période passant de 603,35 milliards de FCFA en 2010 à 1 650,35 milliards de FCFA en 2019, soit un accroissement de 173,53%.

Sur la période 2010-2019, excepté l'année 2012 où les transferts courants sont prédominants, les dépenses de personnel demeurent la principale composante des dépenses ordinaires. Elles sont suivies des dépenses de transferts courants. En effet, le poids des dépenses de personnel varie entre 36,99% et 51,26% avec un poids moyen de 43,67%. Quant aux dépenses de transferts courants, elles ont enregistré un poids compris entre 28,95% et 40,13%, soit un poids moyen de 33,19%.

Les prévisions des dépenses ordinaires en 2019, se chiffrent à 1 650,35 milliards de FCFA contre 1 413,47 milliards de FCFA en 2018, soit un accroissement de 236,89 milliards de FCFA en valeur absolue et 16,76% en valeur relative. Cette hausse est principalement liée à une augmentation des prévisions de toutes les catégories de dépenses ordinaires. En effet, les prévisions de dépenses relatives à la charge financière de la dette ont subi une augmentation de 0,29 milliard de FCFA, soit une hausse relative de 0,29%. Pour les dépenses de personnel, les prévisions sont passées de 705,52 milliards de FCFA en 2018 à 845,90 milliards de FCFA en 2019, soit une progression de 19,90%. Cette hausse s'explique essentiellement par la répercussion

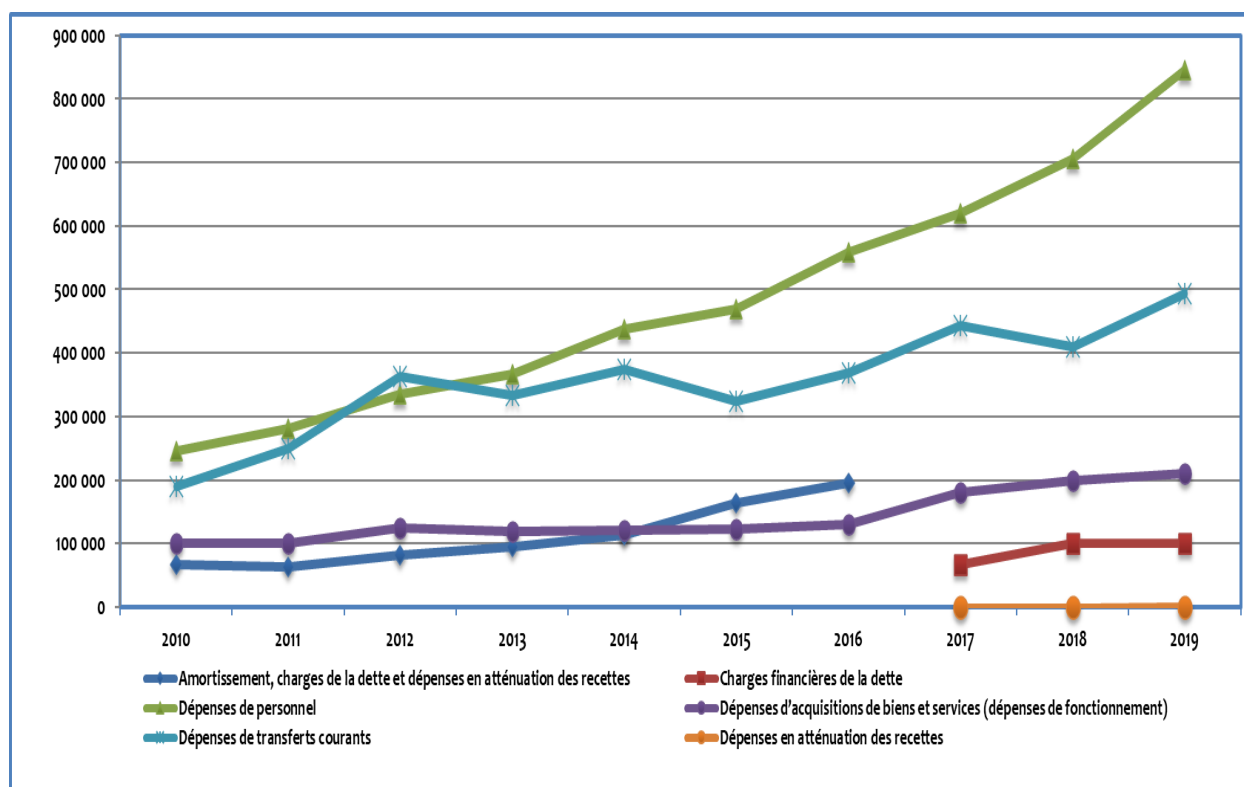
## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

de la mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement avec les partenaires sociaux de 2016 à 2019, aux effectifs additionnels et dans une moindre mesure aux promotions statutaires.

Quant aux dépenses d'acquisitions de biens et services, elles sont passées de 198,55 milliards de FCFA en 2018 à 209,96 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 11,41 milliards de FCFA, pour une valeur relative de 5,75%. Les dépenses de transferts courants ont enregistré une forte hausse en 2019, passant de 409,19 milliards de FCFA en 2018 à 493,99 milliards de FCFA, soit une hausse de 20,72% représentant 84,80 milliards de FCFA.

L'analyse de la structure des dépenses ordinaires entre 2018 et 2019 laisse entrevoir une prédominance des dépenses de personnel, suivies des dépenses de transferts courants. En effet, les dépenses de personnel représentaient 49,91% des dépenses ordinaires en 2018 et 51,26% en 2019. Quant aux dépenses de transferts courants, elles représentaient 28,95% en 2018 contre 29,93% en 2019.

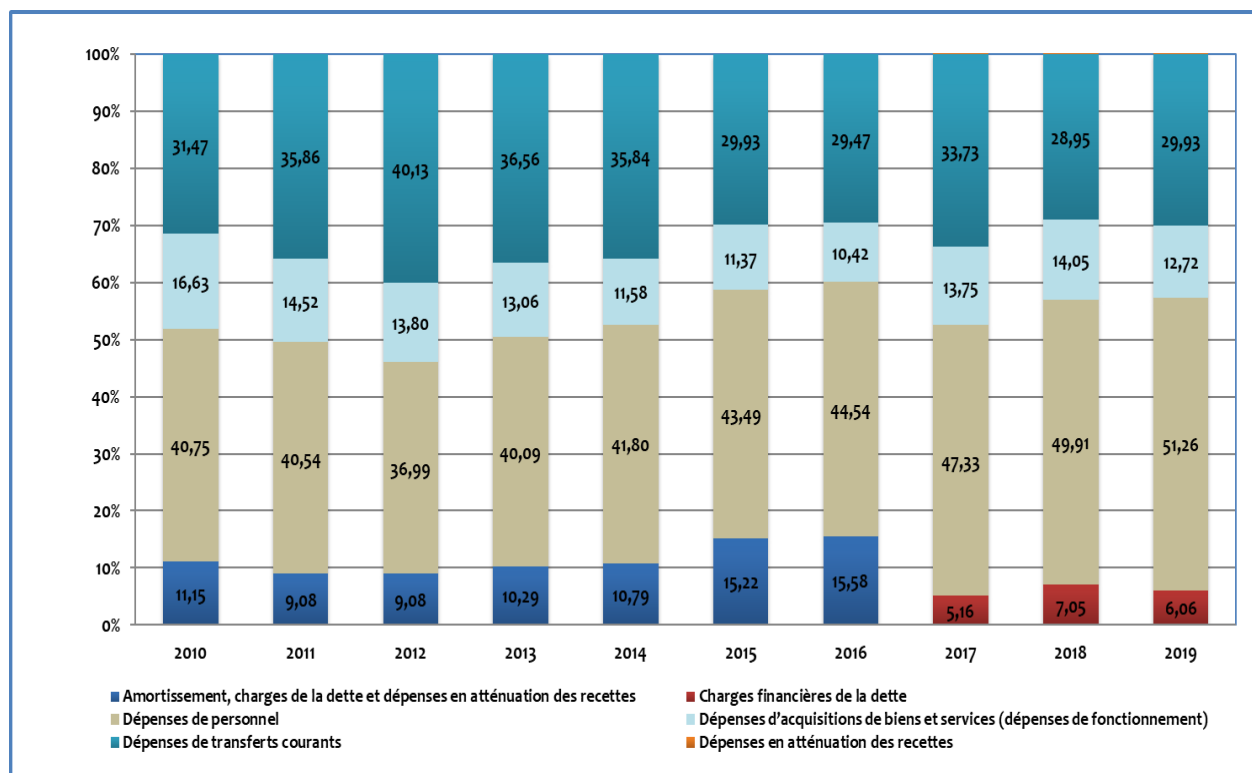
**Graphique 16 : Evolution des composantes des dépenses ordinaires de 2010 à 2019 (En millions FCFA)**



Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 17 : Evolution de la structure des dépenses ordinaires de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

### I.1.2 Dépenses en capital

L'observation de la dynamique des prévisions de dépenses en capital montre une évolution erratique entre les différentes années même si la tendance globale reste haussière sur l'ensemble de la période 2010-2019. En effet, ces prévisions sont passées de 593,66 milliards de FCFA en 2010 à 716,32 milliards de FCFA en 2019 avec cependant un faible taux moyen de croissance annuelle de 2,11% comparativement au taux de progression annuel moyen des dépenses ordinaires qui est de 11,83%. Ce faible rythme de progression est lié à des périodes intermittentes de replis des prévisions des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat. Il s'agit notamment des années 2011, 2014, 2015, 2018 et 2019 qui ont connu des régressions respectives de 4,89% ; 18,29% ; 18,23% ; 21,04% et 7,98%. Pour ce qui est des années 2014 et 2015, les baisses s'expliquent par la situation socio-politique de l'époque marquée par l'insurrection populaire et la période de transition politique.

Il est à noter par ailleurs que l'année 2017 a enregistré la plus forte augmentation du niveau des prévisions de dépenses en capital (42,38%). Ce pic est induit par les mesures de relance de l'économie adoptées par le Gouvernement dans le cadre du PNDES.

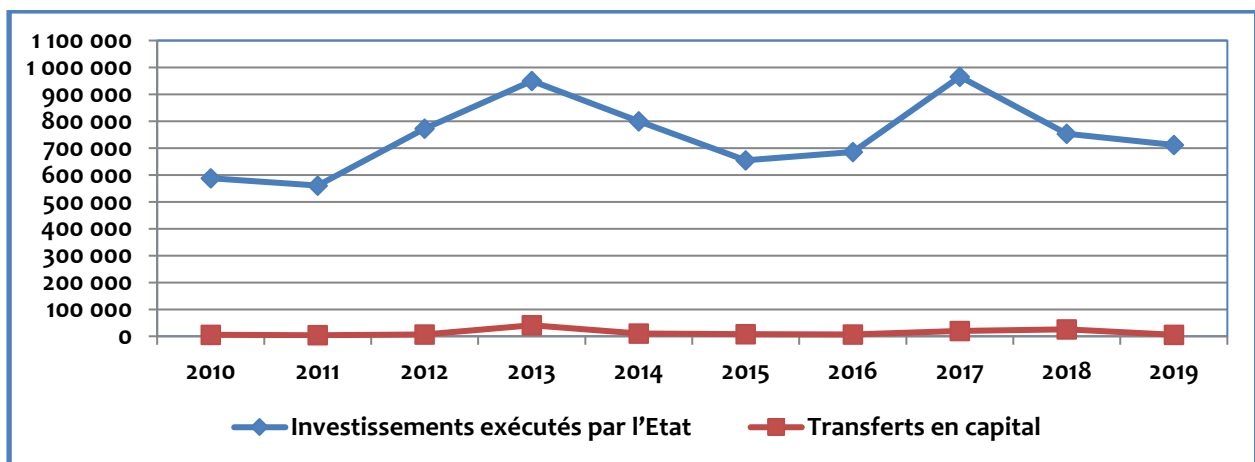
L'analyse des prévisions de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat par sources de financement de 2010 à 2019 montre une prépondérance des investissements exécutés sur

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

ressources intérieures avec un poids moyen de 52,49% contre 47,51% pour les investissements financés sur ressources extérieures.

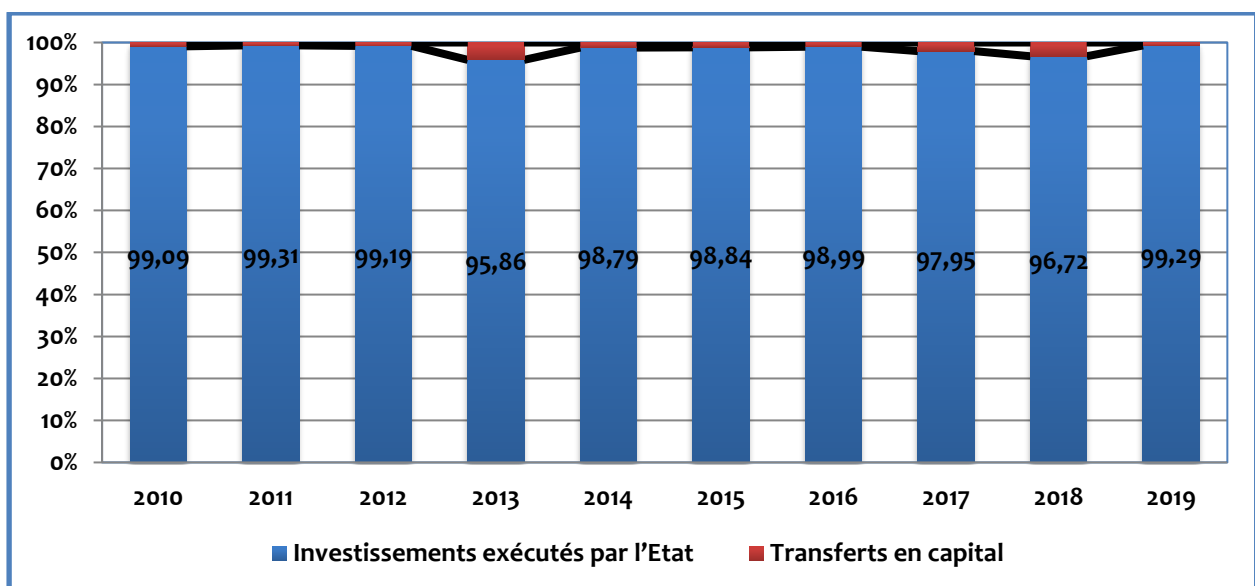
Entre 2018 et 2019, les prévisions de dépenses en capital ont enregistré une baisse en valeur absolue de 62,15 milliards de FCFA, soit 7,98% en valeur relative. Cette baisse est principalement liée à la diminution des investissements exécutés par l'Etat qui se justifie par les efforts engagés par le gouvernement pour la satisfaction des revendications sociales dans divers secteurs de l'Administration publique et la mise en place d'un dispositif d'accueil et de prise en charge des populations déplacées suite aux attaques terroristes. Les transferts en capital ont également subi une diminution de 20,44 milliards de FCFA en valeur absolue, soit 80,17 % en valeur relative. Le budget alloué aux investissements reste dominé par ceux financés sur ressources intérieures avec des proportions de 59,01% en 2018 et 57,55% en 2019.

Graphique 18 : Evolution des composantes des dépenses en capital de 2010 à 2019. (En millions de F CFA)



Source : DGB/DISB

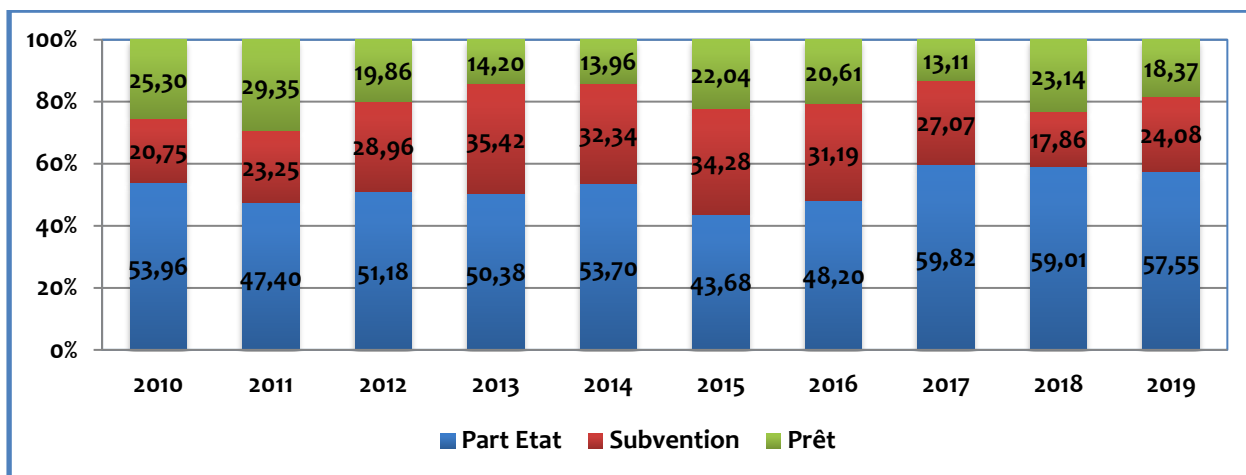
Graphique 19 : Evolution de la structure des dépenses en capital de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 20 : Evolution de la structure des investissements exécutés par l'Etat de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

### I.2 Bénéficiaires de transferts

La classification par bénéficiaires de transferts identifie un bénéficiaire d'un transfert courant ou en capital. Il existe six (06) types de bénéficiaires de transferts que sont : les services publics, les ménages, les institutions financières, les organismes non financiers, les organismes internationaux et les autres bénéficiaires.

Sur la période 2010 à 2019, les prévisions budgétaires des transferts sont passées de 195,27 milliards de FCFA en 2010 à 499,04 milliards de FCFA en 2019, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 10,99%. L'analyse par bénéficiaires montre une prédominance des services publics avec un poids moyen de 67,73%, suivis des institutions financières (10,82%).

De 2018 à 2019, les prévisions budgétaires des dépenses de transferts sont passées de 452,41 milliards de FCFA à 499,04 milliards, soit une progression de 10,31 %. Sur ces deux dernières années, les principaux bénéficiaires de transferts sont les services publics avec un poids moyen de 56,20% suivis des transferts aux ménages avec un poids moyen de 24,27% et des « entreprises/organismes non financiers » pour un poids moyen de 9,38%.

A partir de 2017, il est à noter une augmentation significative des transferts aux ménages. Cela est lié essentiellement :

- à l'incidence des mesures de gratuité de soins aux couches vulnérables ;
- au début de l'opérationnalisation de l'assurance maladie universelle en 2017 ;
- aux allocations budgétaires au profit des secteurs de l'éducation et de la santé (bourses) ;

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

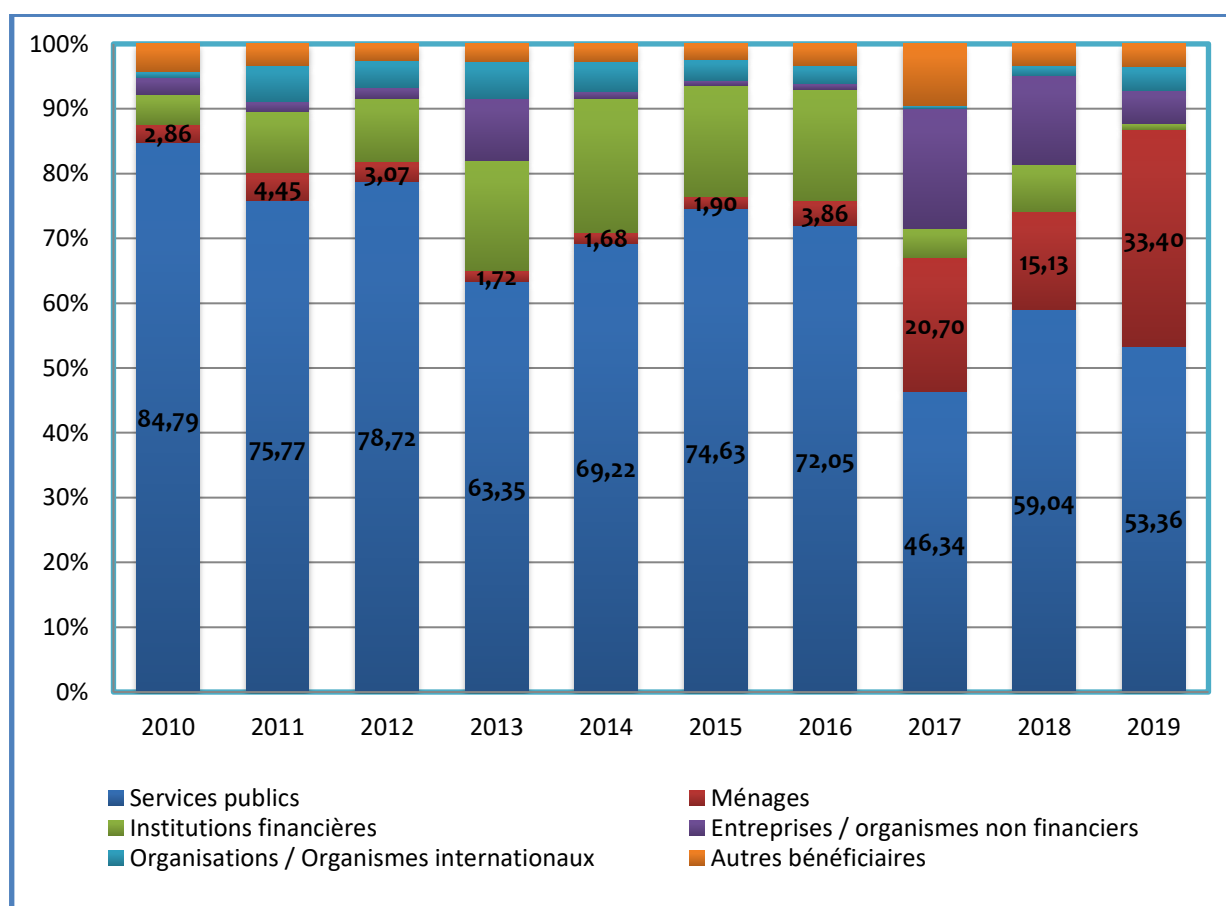
- à l'indemnisation des victimes de l'insurrection populaire de 2014 et du coup d'Etat de 2015.

**Tableau 8 : Evolution des prévisions selon la classification par bénéficiaires de transferts (transferts courants et en capital) de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)**

Code	Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
001	Services publics	165 563	191 653	290 455	237 508	266 443	246 894	271 018	214 392	267 115	266 277
002	Ménages	5 579	11 249	11 330	6 464	6 484	6 300	14 505	95 757	68 466	166 690
003	Institutions financières	9 005	23 540	36 247	63 509	79 450	56 426	64 347	20 579	32 883	5 057
004	Entreprises / organismes non financiers	4 958	3 950	6 300	36 000	4 375	2 751	3 141	86 172	61 729	25 533
005	Organisations / Organismes internationaux	1 763	14 052	15 257	21 031	17 548	10 273	10 459	1 615	7 114	17 850
006	Autres bénéficiaires	8 398	8 496	9 394	10 429	10 620	8 164	12 659	44 134	15 108	17 634
TOTAL		195 267	252 940	368 983	374 941	384 920	330 807	376 129	462 649	452 414	499 042

Source : DGB/DISB

**Graphique 21 : Evolution de la structure des dépenses par bénéficiaires de transferts de 2010 à 2019 (En %)**



Source : DGB/DISB

## II. EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

### II.1 Grandes natures de dépenses

Sur la période 2010-2019, le niveau d'exécution des dépenses budgétaires est passé de 1 090,55 milliards de FCFA en 2010 à 2 137,63 milliards de FCFA en 2019, soit un taux de progression annuel moyen de 7,76%. Le taux d'exécution annuel des dépenses sur la période est relativement stable avec une moyenne de 89,33%. Le taux d'exécution le plus faible a été enregistré en 2014 (83,93%) tandis que le plus élevé est observé en 2016 (93,30%). La contreperformance de 2014 se justifie par le contexte sociopolitique marqué par l'insurrection populaire survenue au dernier trimestre de l'année budgétaire.

L'analyse de l'exécution sur les deux dernières années fait ressortir une progression du taux d'exécution de 1,48 point, passant de 88,85% en 2018 à 90,32% en 2019.

Tableau 9 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)

Nature \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses ordinaires	590 535	690 935	907 807	907 025	1 037 428	1 100 329	1 279 071	1 299 238	1 382 696	1 612 324
Amortissement, charges de la dette et dépenses en atténuation des recettes	67 093	68 340	93 142	105 097	159 548	194 168	229 096			
Charges financières de la dette								69 626	95 772	116 772
Dépenses de personnel	245 441	281 368	333 690	353 666	436 079	467 472	556 884	619 313	695 698	844 236
Dépenses d'acquisitions de biens et services (dépenses de fonctionnement)	90 740	97 144	120 694	118 099	101 684	117 790	127 203	173 907	192 475	201 104
Dépenses de transferts courants	187 261	244 083	360 281	330 163	340 117	320 898	365 890	436 345	398 329	449 856
Dépenses en atténuation des recettes								46	423	357
Dépenses en capital	500 010	453 010	654 652	761 882	520 462	441 887	535 877	673 369	564 757	525 307
Investissements exécutés par l'Etat	496 215	449 161	649 155	722 235	511 340	437 208	528 889	656 850	542 526	523 999
Part Etat	295 623	256 327	374 900	475 164	290 134	281 888	319 453	555 278	432 444	393 633
Subvention	51 320	63 741	133 799	186 820	163 015	105 904	100 854	61 177	49 951	44 084
Prêt	149 271	129 094	140 456	60 250	58 191	49 417	108 582	40 395	60 130	86 282
Transferts en capital	3 795	3 849	5 497	39 647	9 122	4 679	6 988	16 519	22 231	1 307
Dépense globale	1 090 545	1 143 946	1 562 459	1 668 907	1 557 890	1 542 216	1 814 949	1 972 607	1 947 453	2 137 631

Source : Lois de règlement



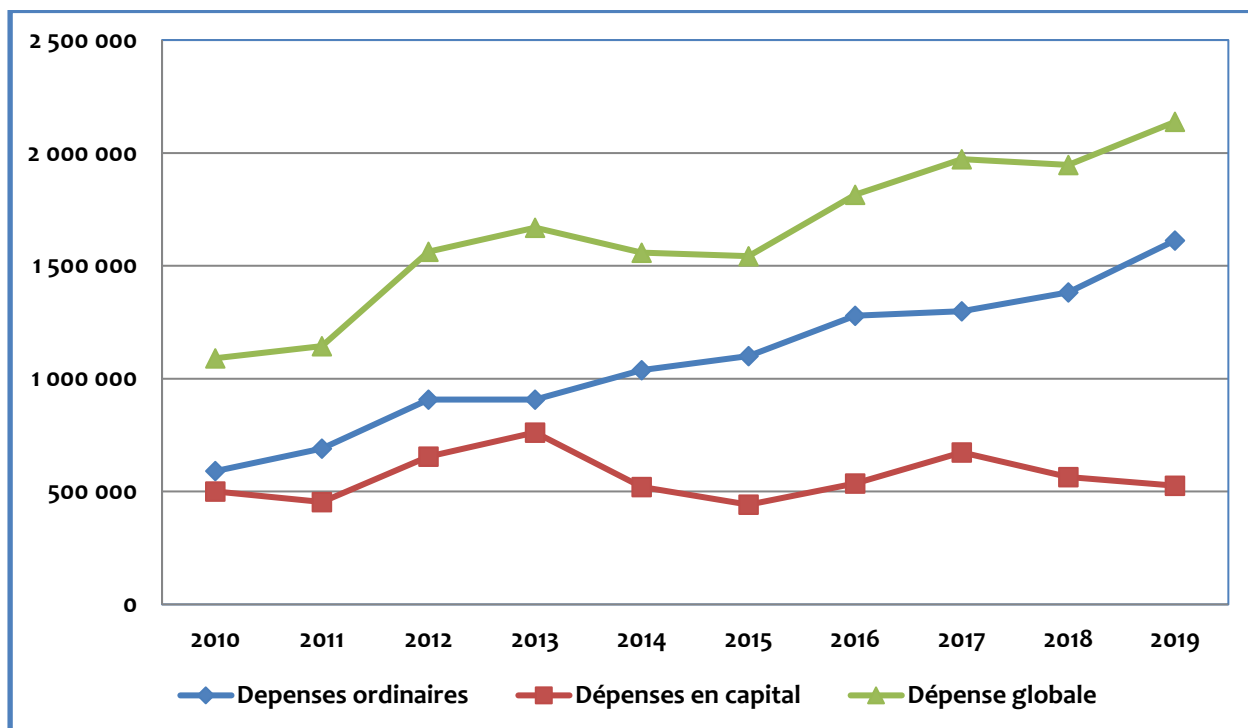
## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Tableau 10 : Evolution du taux d'exécution budgétaire par nature de dépenses de 2010 à 2019 (En %)

Nature	Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses ordinaires		97,88	99,50	100,44	99,29	99,11	101,91	102,10	99,04	97,82	97,70
Amortissement, charges de la dette et dépenses en atténuation des recettes		99,76	108,43	113,49	111,80	141,27	118,15	117,39			
Charges financières de la dette									102,86	96,05	116,77
Dépenses de personnel		99,83	99,94	99,80	96,56	99,67	99,56	99,81	99,75	98,61	99,80
Dépenses d'acquisitions de biens et services (dépenses de fonctionnement)		90,42	96,36	96,75	98,98	83,92	95,97	97,46	96,43	96,94	95,78
Dépenses de transferts courants		98,63	98,01	99,34	98,87	90,67	99,30	99,12	98,62	97,35	91,07
Dépenses en atténuation des recettes									9,25	84,65	71,30
Dépenses en capital		84,23	80,23	84,13	76,91	64,30	66,76	77,39	68,30	72,55	73,33
Investissements exécutés par l'Etat		84,35	80,10	84,10	76,06	63,95	66,83	77,16	68,02	72,05	73,67
Part Etat		93,13	96,45	94,90	99,32	67,57	98,64	96,69	96,13	97,33	96,16
Subvention		42,05	48,89	59,87	55,55	63,04	47,22	47,18	23,40	37,15	25,74
Prêt		100,32	78,43	91,63	44,69	52,13	34,27	76,84	31,90	34,52	66,04
Transferts en capital		70,28	98,69	87,25	96,70	93,08	61,08	100,00	81,81	87,18	25,85
Dépense globale		91,11	90,86	92,89	87,65	83,93	88,55	93,30	85,85	88,85	90,32

Source : DGB/DISB

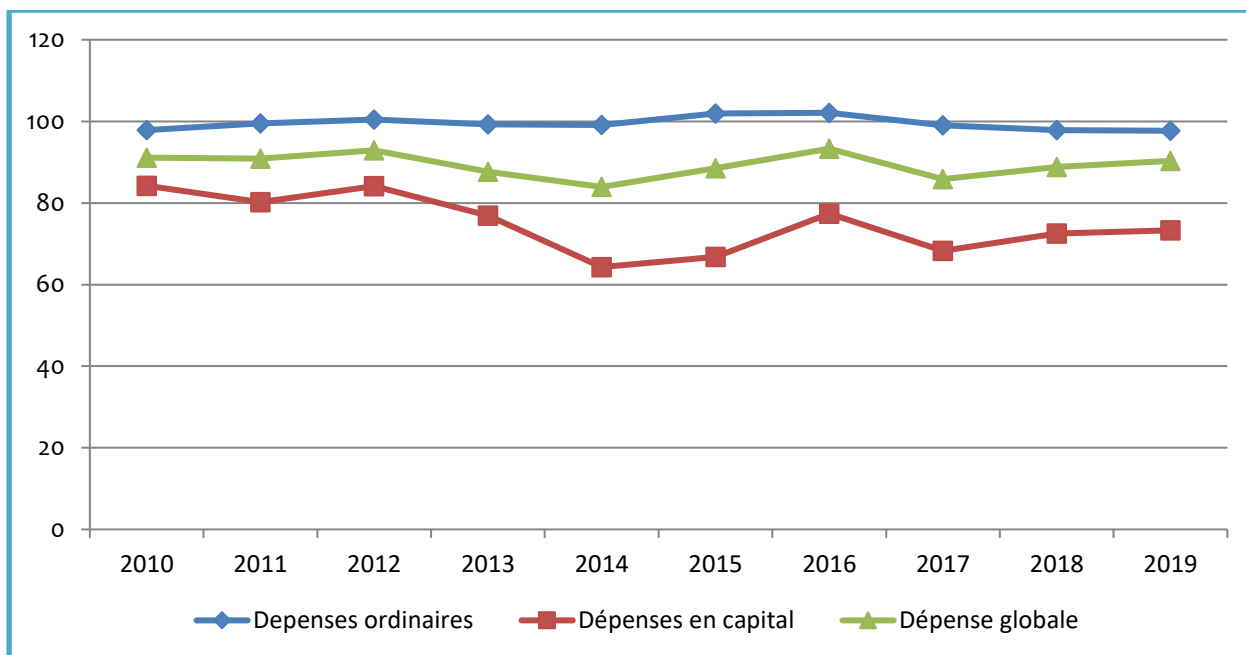
Graphique 22 : Evolution de l'exécution budgétaire de 2010 à 2019 par grandes natures (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 23 : Evolution du taux d'exécution des dépenses totales de 2010 à 2019 (En %)



Source : DGB/DISB

### II.1.1 Dépenses ordinaires

Le niveau d'exécution des dépenses ordinaires a subi une tendance haussière entre 2010 et 2019 avec un taux de croissance annuel moyen de 11,81%. En effet, le niveau d'exécution des dépenses ordinaires est passé de 590,54 milliards de FCFA en 2010 à 1 612,32 milliards de FCFA en 2019. Le taux global d'exécution des dépenses ordinaires est resté relativement stable sur la période avec une moyenne estimée à 99,48%.

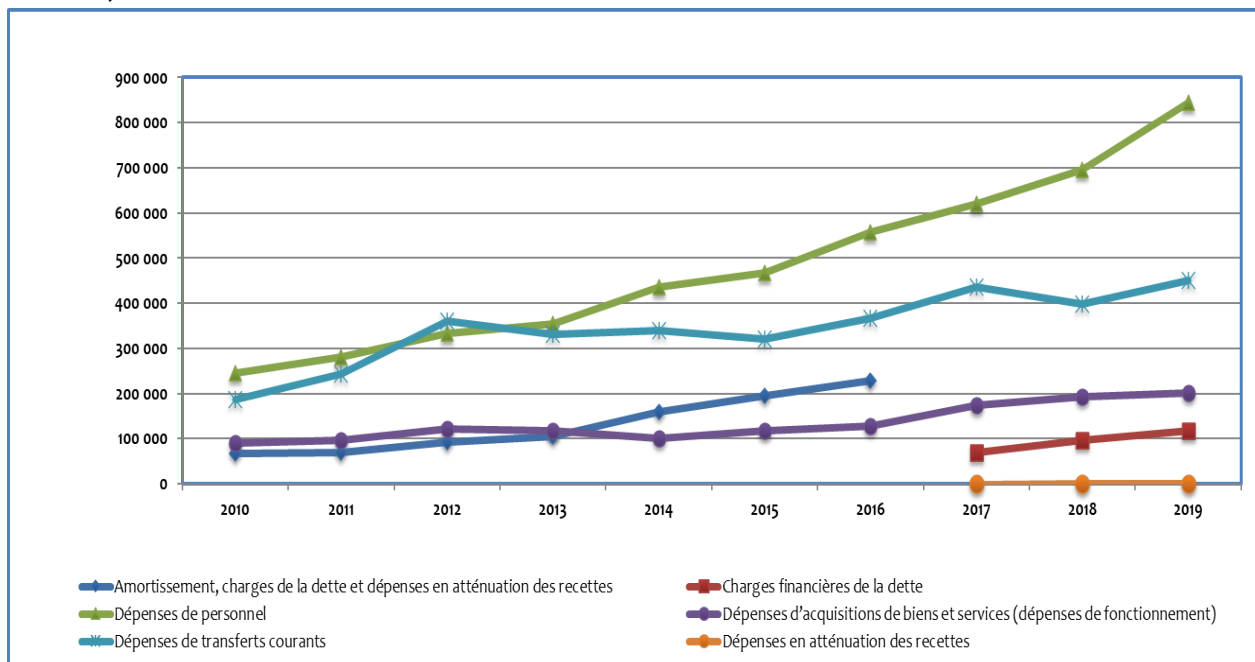
Il est à noter qu'en 2012 (100,44%), 2015 (101,91%) et 2016 (102,10%), l'exécution des dépenses ordinaires a franchi le cap de 100% et cela est due essentiellement aux dépenses relatives à l'amortissement, charge financière de la dette et dépenses en atténuation des recettes dont les crédits sont évaluatifs.

Les dépenses de personnel sur la période de 2010 à 2019 présentent un taux d'exécution moyen de 99,33%. Quant aux taux d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants, ils se sont établis respectivement à 94,90% et 97,10% en moyenne sur la période.

Entre 2018 et 2019, le taux d'exécution des dépenses ordinaires est passé de 97,82% à 97,70%, soit une régression de 0,12 point.

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 24 : Evolution du niveau d'exécution des composantes des dépenses ordinaires de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

### II.1.2 Analyse des dépenses en capital

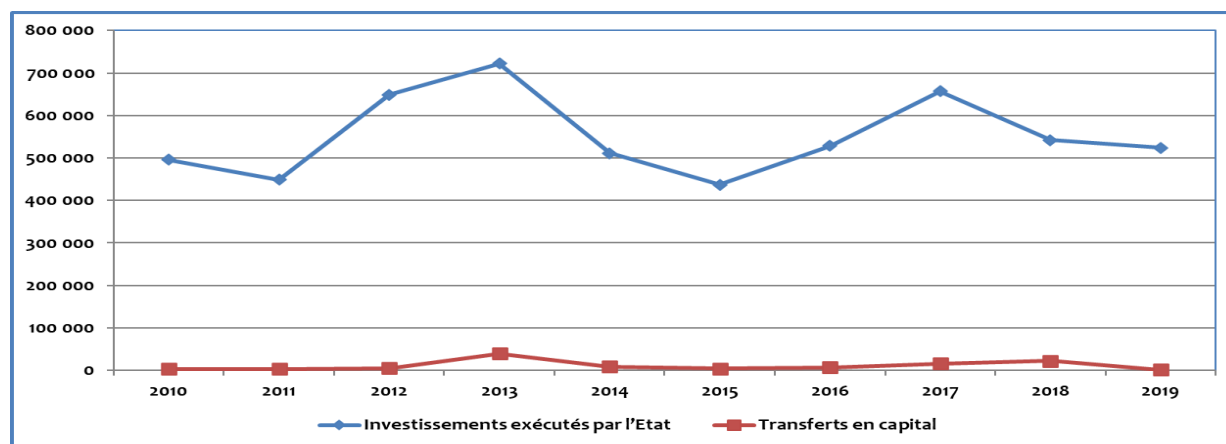
Le niveau d'exécution des dépenses en capital enregistre une tendance globale stationnaire entre 2010 et 2019 avec un faible taux de croissance annuel moyen de 0,55 % comparativement au taux de croissance annuel moyen des dépenses ordinaires qui se situe à 11,81%. En effet, le niveau d'exécution des dépenses en capital est passé de 500,01 milliards de FCFA en 2010 à 525,31 milliards de FCFA en 2019. Le taux global d'exécution des dépenses en capital a évolué en dents de scie sur la période avec une moyenne annuelle estimée à 74,81%. Le taux d'exécution le plus élevé est enregistré en 2010 avec 84,23% et le plus faible en 2014 est de 64,30%. La contreperformance de 2014 est liée au contexte sociopolitique marqué par l'insurrection populaire survenue au dernier trimestre de l'année.

L'analyse du taux d'exécution des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat indique une moyenne de 74,63% sur la période de 2010 à 2019. Quant au taux d'exécution des dépenses de transferts en capital, il est évalué en moyenne à 80,19%.

Entre 2018 et 2019, le taux d'exécution des dépenses en capital est passé de 72,55% à 73,33%, soit une progression de 0,79 point.

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Graphique 25 : Evolution du niveau d'exécution des composantes des dépenses en capital de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

### II.2 Bénéficiaires de transferts

Sur la période 2010-2019, le niveau d'exécution budgétaire au titre des transferts a plus que doublé, passant de 191,06 milliards de FCFA à 451,16 milliards de FCFA, soit une augmentation en valeur absolue de 260,11 milliards de FCFA. Le taux d'exécution global moyen sur la période pour l'ensemble des dépenses de transferts s'est établi à 96,32%.

De 2018 à 2019, le taux d'exécution des transferts est passé de 92,96% à 90,41%, soit un repli de 2,56 points. Les transferts aux ménages ont enregistré un taux d'exécution de 99,97% en 2018 contre 81,82% en 2019, soit une baisse de 18,15 points. Cette même tendance est observée pour les transferts au profit des institutions financières et des « autres bénéficiaires » avec des baisses respectives de 42,92 points et 27,21 points. La régression du niveau d'exécution des dépenses relatives à ces catégories de bénéficiaires pourrait s'expliquer par les difficultés de justification des débloques de fonds. Par contre, les transferts au profit du secteur public et des organismes internationaux enregistrent des hausses respectives de leur taux d'exécution de 3,83 points et 35,05 points entre les deux années.

Tableau 11 : Evolution de l'exécution budgétaire par bénéficiaires de transferts de 2010 à 2019 (En millions)

LIBELLE	Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Services publics		163 263	187 160	288 111	237 493	235 964	245 476	268 177	210 515	249 193	258 620
Ménages		5 291	11 124	11 330	6 464	6 079	6 144	14 313	95 580	68 443	136 388
Institutions financières		8 100	23 540	36 247	62 602	78 259	54 053	64 347	16 906	22 614	1 307
Entreprises / organismes non financiers		4 243	3 899	5 497	35 544	4 213	1 625	3 141	86 172	61 728	25 533
Organisations / Organismes internationaux		1 761	13 713	15 199	17 277	15 246	10 114	10 241	1 431	4 575	17 735
Autres bénéficiaires		8 398	8 496	9 394	10 429	9 478	8 164	12 659	42 260	14 031	11 580
<b>TOTAL</b>		<b>191 056</b>	<b>247 932</b>	<b>365 778</b>	<b>369 810</b>	<b>349 239</b>	<b>325 577</b>	<b>372 878</b>	<b>452 864</b>	<b>420 584</b>	<b>451 163</b>

Source : DGB/DISB

**II.3 Exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté**

Les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme les dépenses des secteurs abritant les programmes prioritaires identifiés dans les plans nationaux de développement (SCADD et PNDES) pour accélérer la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté.

L'analyse de l'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté sur la période 2010-2019, présente une tendance haussière avec un taux de croissance annuel moyen de 2,60%. En effet, sur ladite période, ces dépenses sont passées de 297,07 milliards de FCFA en 2010 à 374,36 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse en valeur relative de 26,02%. L'année 2012 enregistre la plus forte variation avec une progression de 61,70% par rapport à 2011.

A partir de 2017, les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont en baisse continue avec des variations de 10,19% ; 13,42% et 15,05% respectivement en 2017, 2018 et 2019. Cette situation est essentiellement imputable à la baisse des dépenses sociales exécutées dans les ministères en charge de l'agriculture (-22,86% en 2018 et -27,57% en 2019), des infrastructures (-9,38% en 2018 et -88,86% en 2019) ainsi que de l'eau de l'assainissement (-35,26% en 2018 et -44,11% en 2019).

**Tableau 12 : Évolution de l'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)**

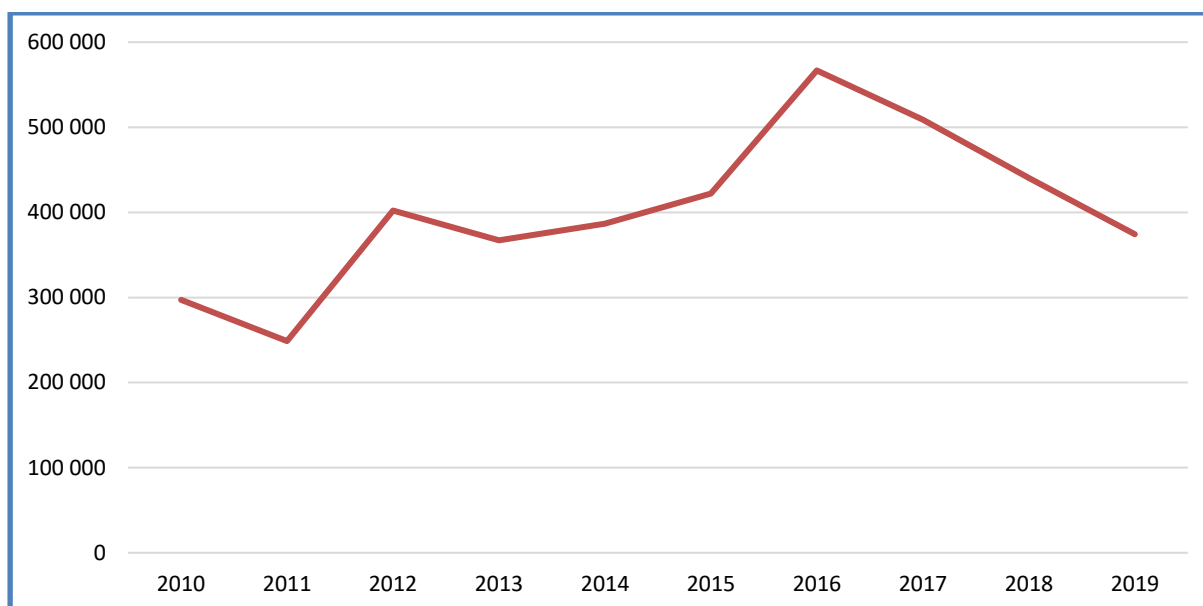
Ministère \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Présidence								8 613	5 715	5 286
Justice	2 061	2 631	3 416	4 351	2 412	1 866	1 154	804	590	2 234
MEF	1 661	22	647		518	1 043	44			
Fonction publique								795	1 083	2 928
Information (communication)	537	-	93	113		36	33	184	300	318
Promotion de la Femme	994	1 404	1 934	1 450	1 400	1 356	998			
Santé	88 396	59 475	102 185	111 524	100 856	116 615	151 195	99 904	101 356	100 291
Action sociale et solidarité nationale	9 952	11 436	19 353	14 825	11 036	11 554	12 577	3 687	3 680	5 680
Education de Nationale et Alphabétisation	123 638	94 553	145 280	145 417	185 700	188 390	275 264	54 341	54 430	55 603
Enseignement supérieur								67 841	65 026	75 602
Commerce et industrie								402	1 110	1 016
Mines, Carrières et Energie	1 543	67	1 000	641	944	1 058	586			
Agricult., hydraulique	48 323	56 101	77 945	48 478	35 888	71 365	48 560	56 251	43 390	31 425
Ressources animales	5 570	7 759	16 349	13 376	13 015	7 701	16 666	8 090	7 636	7 807
Min. de l'Environnement et Développement Durable	5 145	4 077	6 123	5 870	8 041	7 707	9 672	5 115	4 495	6 244
Infrastructures (pistes rurales)	3 326	2 544	6 604	7 592	8 994	666	7 888	59 436	53 859	6 003

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Ministère	Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Transport et mobilité urbaine									731	1 231	795
Jeunesse, Formation Professionnelle et de l'emploi		5 921	8 673	21 284	12 548	18 065	12 810	15 789	12 139	7 620	7 595
Habitat et urbanisme									781	761	877
Eau et de l'Assainissement							0	26 318	72 818	47 146	26 067
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales									57 082	41 251	38 593
Dépenses communes					1 024		0	0			
<b>TOTAL</b>		<b>297 065</b>	<b>248 744</b>	<b>402 212</b>	<b>367 208</b>	<b>386 872</b>	<b>422 166</b>	<b>566 743</b>	<b>509 013</b>	<b>440 679</b>	<b>374 363</b>

Source : DGB/DISB

Graphique 26 : Evolution de l'exécution budgétaire des dépenses sociales de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

### II.4 Indicateurs de performance des secteurs prioritaires

L'analyse des secteurs prioritaires est portée d'une part sur les secteurs sociaux (santé et éducation) et d'autre part sur les secteurs de croissance de l'économie (secteur de soutien à l'économie, secteur du développement rural ainsi que le secteur des infrastructures et des routes). Il s'agit d'évaluer les efforts consentis par le gouvernement en termes de crédits budgétaires alloués à ces secteurs conformément aux engagements pris avec les partenaires techniques et financiers.

Ces engagements consistent à allouer une certaine proportion du budget de l'Etat (hors dette, exonérations, contreparties et surcoûts de projets, subventions de produits pétroliers et transferts en capital) aux secteurs prioritaires. Le tableau suivant indique l'évolution de la part des secteurs prioritaires dans le budget de l'Etat de 2010 à 2019.

## TABLEAU DE BORD BUDGETAIRE 2019

Tableau 13 : Evolution de la part des secteurs prioritaires dans le budget de l'Etat de 2010 à 2019 (En%)

Secteur		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Part du budget allouée aux secteurs sociaux (IP13)</b>											
Ministère de la Santé	Cible	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,70	12,70	12,70	12,70	12,70
	Réalisation	11,37	11,65	11,96	12,62	12,69	12,10	12,30	11,39	10,74	13,65
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	Cible	15,60	15,60	15,60	15,60	15,60	15,60	15,60	15,60	15,60	15,60
	Réalisation	15,21	15,42	15,96	16,12	15,86	17,40	20,10	19,39	19,79	26,93
<b>Part des dépenses d'investissements allouées aux secteurs de croissance (IP13bis)</b>											
Secteur de soutien à l'économie	Cible		10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
	Réalisation		5,44	9,38	11,46	11,58	11,35	7,68	21,06	15,93	9,06
Secteur du Développement rural	Cible		20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00
	Réalisation		16,36	23,04	23,11	22,63	22,72	24,88	11,47	11,25	5,63
Secteur des Infrastructures et des routes	Cible		15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00
	Réalisation		15,20	15,86	16,04	13,14	16,57	24,18	7,14	7,11	2,77

Source : DGB/DPB

### a) Les secteurs sociaux

#### o Ministère de la Santé

Au titre du ministère de la santé, les engagements pris par le gouvernement consistaient à allouer au moins 12,50% du budget au secteur de la santé sur la période de 2010 à 2014. Pour la période 2015 à 2019, cette cible est passée à 12,70% du budget. Sur l'ensemble de la période, ces engagements ont été tenus uniquement pour les années 2013, 2014 et 2019 avec des parts respectives de 12,62%, 12,69% et 13,65%.

La part du budget consacré au Ministère de la santé au titre du budget 2019 ressort à 13,65% pour un engagement de 12,70%. Elle a connu une hausse de 2,91 points par rapport à son niveau de 2018 qui était de 10,74%.

#### o Ministère en charge de l'Education

Selon les engagements avec les partenaires, la part du budget allouée au secteur de l'éducation devrait s'établir à 15,60% sur la période 2010-2019. De la mise en œuvre de cet engagement, il ressort que la part du budget de l'Etat effectivement allouée au secteur de l'éducation est restée conforme à la norme à partir de 2012 jusqu'en 2019 avec une part comprise entre 15,96% et 26,93%.

La part du budget consacré au secteur de l'éducation au titre du budget 2019 est de 26,93% pour un engagement de 15,60%. Elle a connu une hausse de 7,14 points par rapport à son niveau de 2018 qui était de 19,79%.

**b) Secteurs de croissance de l'économie**

Les secteurs de croissance de l'économie sont constitués du secteur de soutien à l'économie, du secteur de développement rural ainsi que celui des infrastructures et des routes.

➤ Secteur de soutien à l'économie :

Le secteur de soutien à l'économie regroupe les ministères en charge des finances, du commerce, de l'énergie, des infrastructures, de l'économie numérique et des transports.

La part des investissements à allouer à ce secteur devrait se situer à au moins 10% entre 2011 et 2019 selon les engagements pris par le gouvernement. Cet engagement est respecté pour les années 2013, 2014, 2015, 2017 et 2018. Le plus fort taux est enregistré en 2017 avec 21,06% du budget alloué à ce secteur tandis que le plus faible est enregistré en 2011 avec une proportion de 5,44%.

Entre 2018 et 2019, cette part est en baisse de 6,87 points passant de 15,93% à 9,06%.

➤ Secteur du Développement rural :

Le secteur du développement rural regroupe les ministères en charge de l'agriculture, des ressources animales, de l'environnement ainsi que de l'eau et assainissement. Afin de favoriser la croissance économique dans ce secteur, l'Etat s'est engagé à y affecter au moins 20% des dépenses d'investissements entre 2011 et 2019. Cet engagement est tenu de 2012 à 2016 avec des parts comprises entre 22,63% et 24,88%. A partir de 2017, il est noté une baisse continue de cet indicateur qui est passé de 11,47% en 2017 à 11,25% en 2018 puis à 5,63% en 2019.

Il ressort donc une baisse de la part des investissements alloués à ce secteur de 5,62 points en 2019.

➤ Secteur des infrastructures et des routes :

La part des investissements alloués au secteur des infrastructures et des routes de 2011 à 2019 est supérieure à la cible de 15% pour les années 2011, 2012, 2013, 2015 et 2016 avec des valeurs comprises entre 15,20% et 24,18%. A partir de 2017, la part des investissements alloués au secteur des investissements et des routes connaît une baisse continue passant de 7,14% en 2017 à 7,11% en 2018 pour se situer à 2,77% en 2019.

Entre 2018 et 2019, la part des investissements allouée à ce secteur enregistre une baisse de 4,34 points.

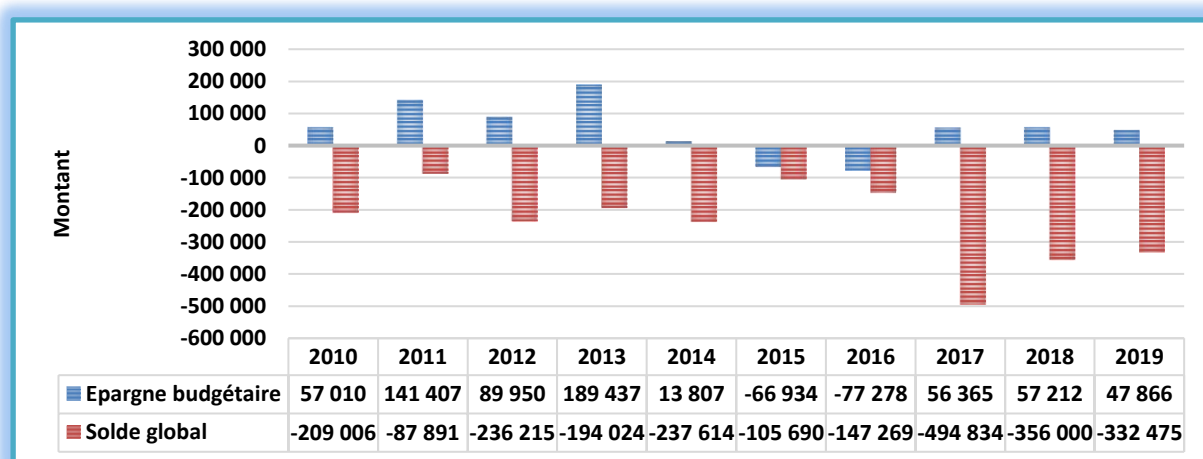


## C. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES SOLDES BUDGETAIRES

L'épargne budgétaire mesure la capacité du gouvernement à financer ses investissements sur ressources propres. Il représente la différence entre les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires.

Sur la période 2010-2019, l'épargne budgétaire a atteint son niveau le plus élevé en 2013 avec un montant de 189,44 milliards de FCFA. Il est à noter que des déficits ont été enregistré en 2015 et 2016 pour des montant respectifs de 66,93 milliards de FCFA et 77,28 milliards de FCFA. Quant au solde global qui représente la différence entre les recettes totales et les dépenses totales, il s'affiche déficitaire sur la période 2010-2019 et atteint son niveau le plus important en 2017 pour un montant de 494,83 milliards de FCFA.

Graphique 27 : Evolution des soldes budgétaires de 2010 à 2019. (En millions de FCFA)



Source : DGB/DISB

Tableau 14 : Evolution des charges et des ressources du budget de l'Etat de 2010 à 2019 (En millions de FCFA)

Nature \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes totales	881 539	1 056 055	1 326 244	1 474 883	1 320 276	1 436 526	1 667 680	1 477 773	1 591 453	1 805 156
Recettes ordinaires	647 545	832 342	997 757	1 096 462	1 051 235	1 033 395	1 201 793	1 355 603	1 439 908	1 660 191
Recettes extraordinaires	233 994	223 713	328 488	378 421	269 041	403 131	465 887	122 169	151 545	144 965
Dépense Totale	1 090 545	1 143 946	1 562 459	1 668 907	1 557 890	1 542 216	1 814 949	1 972 607	1 947 453	2 137 631
Dépenses ordinaires	590 535	690 935	907 807	907 025	1 037 428	1 100 329	1 279 071	1 299 238	1 382 696	1 612 324
Dépenses en capital	500 010	453 010	654 652	761 882	520 462	441 887	535 877	673 369	564 757	525 307
Épargne budgétaire	57 010	141 407	89 950	189 437	13 807	-66 934	-77 278	56 365	57 212	47 866
Solde global	-209 006	-87 891	-236 215	-194 024	-237 614	-105 690	-147 269	-494 834	-356 000	-332 475

Source : DGB/DISB